



Lutte des classes au début du 21^è siècle

(Sokoa III, juin 2006)

- 0. Introduction**
- 1. Lutte des classes en Europe**
- 2. Crise syndicale**
- 3. Autres expressions de la lutte des classes**
- 4. Résumé en thèses**
- 5. Trois propositions à débat**

Annexe 1 : la Colombie

Annexe 2 : l'Argentine

Annexe 3 : le Venezuela

Annexe 4 : la Bolivie

Annexe 5 : les États-Unis

Annexe 6 : la Russie

Annexe 7 : la Chine Populaire

Annexe 8 : l'Orient

Iñaki Gil de San Vicente-Joseba Alvarez
de la Commission de politique internationale de Batasuna



0. INTRODUCTION

Ce texte veut présenter au débat non seulement une conceptualisation théorique isolée de toute base matérielle mais, en premier lieu, exposer de façon synthétique les lignes fortes de la lutte des classes qui a lieu au début du XXI^e siècle et, ensuite, après ce bain dans la réalité, la mise en théorie correspondante. Pour cela, il convient de le lire dans l'ordre proposé et, ensuite seulement, de le comparer avec les annexes.

1. LUTTE DES CLASSES EN EUROPE

1. A la fin de l'année 2005 se terminait, en Pays basque, une longue grève qui dura 745 jours et fût menée par les 116 travailleurs de l'entreprise *Caballito*, du groupe allemand *Pfer Rüggeberg*, qui emploie 1.700 ouvriers dans six entités réparties sur quatre continents. Malgré sa rentabilité, la multinationale décida de réduire ses effectifs d'employés et de durcir les conditions de travail. La grève a réuni de «vieilles» et de «nouvelles» caractéristiques de la lutte des classes : solidarité ouvrière au début de l'expulsion de deux travailleuses, pratiques du fonctionnement par assemblées et démocratie ouvrière, trahison d'un syndicat dans le but de briser l'unité, caisse de résistance d'un autre syndicat dans le but d'obtenir des profits corporatistes, appui social extérieur, menaces de délocalisation, effronterie patronale, répression policière, soutien de la bourgeoisie basque à la multinationale, manipulation médiatique... Et tout cela dans le cadre d'une oppression nationale qui empêche la classe des travailleurs de disposer des moyens de solidarité propre ainsi que d'une défense internationale.

2. Cependant, si de nombreux autres conflits se sont produits en Pays basque, nous devons porter notre regard plus loin, parce que la lutte des classes est une constante inhérente au capitalisme. La menace de déplacer l'entreprise de *Caballito* en d'autres lieux se base sur une pratique récurrente depuis le 17^e siècle, lorsque les premiers bourgeois transfèrent leurs négoce d'une région à une autre à la recherche du bénéfice maximum, menace qui augmenta au cours du dernier quart du 18^e siècle avec les premières résistances des travailleurs de l'industrie de la vapeur.

3. La rébellion de la jeunesse de l'État français en décembre 2005 a mis en lumière son extrême marginalisation raciste du fait de son origine extra-européenne. Cette jeunesse porte en elle l'oppression nationale de ses aïeux, sa propre oppression culturelle et religieuse, son oppression professionnelle et sociale, sa crise identitaire, sa solitude politique et syndicale, et tout cela en plus de sa pauvreté économique et de d'une frustration quotidienne. Pour la réprimer, l'État français a demandé l'aide de la police israélienne.

4. La rébellion d'une part importante de la jeunesse en mars 2006, appuyée par d'importantes franges populaires et ouvrières, contre la proposition barbare de neo-esclavagisme professionnel, indique un grade de tension sociale atteint depuis l'hiver 1995, bien qu'avec des hauts et des bas. Les mobilisations des fonctionnaires en 2003 contre la loi sur les retraites, durcies en février et mars 2005 par des manifestations et des luttes sociales et étudiantes contre le projet gouvernemental d'atteinte à la semaine des 35h, qui se sont concrétisées, en mai de la même année, par la victoire du Non au référendum sur le Projet de Constitution européenne puis par une effervescence palpable, sont des phases d'une dynamique ascendante.



5. En octobre 2005, des secteurs populaires et ouvriers firent une grève générale en Belgique, contre la politique néolibérale, précédés par des grèves spontanées dans de nombreuses usines. Les syndicats officiels n'appuyèrent pas les grèves spontanées mais furent contraints de se soumettre au mouvement d'auto-organisation qui a surgit d'elles et qui a impulsé les mobilisations d'octobre. De plus, il y eu une étroite connexion entre ce que l'on appelle le «mouvement social» et le reste des forces en lutte, développant les premiers rapprochements intervenus dans les luttes de 1993 contre le Plan global du gouvernement, dynamique renforcée en 1996 au cours du dit «mouvement blanc».

6. La crise de la social-démocratie allemande répond à la force des conservateurs et, par-dessus tout, à la radicalisation du mouvement ouvrier depuis le début de l'année 2003, un mouvement ouvrier qui l'avait aidé à défaire le gouvernement conservateur de 1998. Cette radicalisation est aussi la base du surgissement d'une force politico-électorale située à la gauche du SPD qui a pris à ce dernier un grand nombre de votes, et qui est très critique vis-à-vis de l'officiel « Agenda 2010 », ce dernier constituant une attaque violente contre les droits syndicaux et sociaux. La prétention de reculer l'âge de la retraite à 67 ans fait partie de ce plan.

7. Entre le 1^{er} mai 2003 et le début de l'année 2004, les mobilisations ont augmenté pour culminer avec les ouvriers de la métallurgie luttant contre le passage de la semaine de 35 heures – conquise en 1984 – à 40h de travail hebdomadaire. Les syndicats officiels tentèrent de bloquer cette dynamique et commencèrent à être débordés par la création, durant l'année 2004, de syndicats alternatifs plus politisés, fonctionnant par assemblées, et ce, surtout, à partir de la grève massive d'OPEL en Allemagne et au Brésil, en octobre. Jusque-là, il y avait eu des grèves dans des multinationales comme *Siemens*, *Daimler*, etc., et dans de nombreuses autres entreprises de moins grande envergure. Sous cette pression des travailleurs, commencèrent à s'organiser les secteurs critiques au sein du SPD et dans d'autres collectifs de gauche.

8. En Italie, des milliers de travailleurs de la métalmécanique firent grève le 12 décembre 2005. La CGIL affirmait qu'il fallait soutenir la lutte et qu'il ne fallait pas céder, mais la FIOM, le syndicat métalmécanique de la CGIL, estima pour sa part qu'il convenait de négocier, opinion qu'il rendit publique avec le soutien du PRC. Le problème de ce nouveau virage à droite intervint au moment de la tendance ascendante des luttes contre le gouvernement de Berlusconi, comme cela c'est de nouveau confirmé lors de la grève générale de quatre heures, le 15 novembre 2005.

9. Une tendance déjà claire dans la vague de 2001/2003, quand commença la chute de Berlusconi qui, depuis 2004, montra son pouvoir par l'isolement des mouvements de jeunes, surtout à Bologne, et dans les mouvements populaires, particulièrement dans le Piémont, et qui s'exprima aussi dans le fait que 75% des villes et régions italiennes ont un gouvernement de centre-gauche. Une tendance qui doit éviter la manipulation pour les élections générales d'avril 2006, les pressions réformistes et celles de la direction du PRC pouvant la guider vers un appui «critique» à Prodi, avec pour excuse la volonté de battre Berlusconi.

10. En Grèce, où 25% de la population vit dans une pauvreté extrême, avec un taux de chômage officiel de 11%, une grève générale eu lieu le 14 décembre 2005 contre le gouvernement néo-libéral. Une grève suivie par d'amples secteurs sociaux et qui s'étendit, le 15 décembre, au secteur public du fait que les mesures de privatisation, de dérégulation et de licenciements du gouvernement les affectait particulièrement. Près de 1000 travailleurs



de Coca-Cola lancèrent une lutte en apprenant les plans de la multinationale visant à fermer son implantation à Athènes pour l'ouvrir dans un autre pays.

11. Les travailleurs portuaires grecs lancèrent une grève dans le courant du mois de février 2006, en protestation contre des réductions de salaires. Le gouvernement de droite déclara la loi martiale pour briser la grève, mais même ainsi, le 22 février, dans le port du Pirée, le plus grand de Grèce, une bataille rangée se livra entre les travailleurs et une police très armée qui, malgré les moyens employés, ne pu pas vaincre les grévistes. Malheureusement, mais de façon significative, le réformisme politique et syndical mirent un terme à la grève.

12. Les luttes de Coca-Cola et des travailleurs portuaires ne sont que l'expression d'un mal-être social croissant dans ce pays. Sur cette tendance objective à la hausse s'organisa, pour le 26 février, une réunion entre partis et syndicats de gauche afin d'avancer, en coordination avec les luttes, dans les branches de la construction, du transport, des bateaux, du textile, de la banque, de la santé, etc., affectés par les attaques bourgeoises, et pour commencer à concrétiser un front des gauches qui apparaîtrait comme référence nette.

13. Dans les Pays catalans, la grève de SEAT, en décembre 2005, apporte de nombreuses leçons sur le rôle du syndicalisme espagnol des CCOO et de l'UGT dans le licenciement de 660 travailleurs. D'un côté, l'énième soumission de ces syndicats a servi à fortifier le machisme et à affaiblir la lutte féministe au sein du mouvement ouvrier, puisque sur les 660 victimes, 132 sont des femmes, 20% du total des licenciements, des chiffres et pourcentages d'autant plus graves que l'on sait que les travailleuses ne représentent que 12% du total des employés du site de SEAT. Les syndicats réformistes collaborent activement à l'attaque patronale contre les travailleuses, obéissant au système patriarco-bourgeois.

14. D'autre part, en plus des expulsions de travailleuses, le patronat profite de ces situations pour réprimer le syndicalisme combatif et, dans ce cas, CCOO et UGT ont consciemment aidé à l'expulsion de 145 affiliés de la CGT qui composent 23% des licenciements, parce que la CGT a été le syndicat qui a le plus défendu les droits ouvriers. Naturellement, ce ne sont pas des chiffres nés du hasard, ils exigent des réunions préalables, des éléments d'affiliations syndicales, une sélection des victimes de la part du patronat ainsi que la collaboration répressive de l'UGT et des CCOO.

15. En plus, comme dans presque toutes les expulsions professionnelles, le patronat profite de sa victoire pour épurer les branches les plus coûteuses, les moins efficaces, ou celles devenues obsolètes. Dans ce cas, proportionnellement, de nombreux travailleurs catalogués comme ayant des salaires supérieurs à la moyenne ont été condamnés au chômage, tout comme ceux de plus de 55 ans. Là encore, le collaborationnisme syndical a aidé à la déstructuration de classe et à sa restructuration dans un secteur moins qualifié et sans défense.

16. Enfin, l'effronterie des syndicats réformistes les conduit à déprécier les travailleurs qui ne se rendent pas et qui continuent à lutter, en les qualifiant d'« hystériques » et en renforçant l'idéologie bourgeoise de « normalité » dans son sens fort, selon lequel la personne « saine » et « normale » est celle qui accepte le système dominant, en obéissant au pouvoir, « l'hystérique » étant celle qui fait l'inverse. Ainsi, le Secrétaire Général des CCOO s'exprima crûment dans une interview, en justifiant les licenciements de SEAT annoncés le 10 janvier 2006.



17. Le discrédit croissant de ces syndicats est une conséquence de leur comportement interne, comme c'est le cas dans la lutte des travailleurs, à la fin du mois de novembre 2005, exploités au moyen de méthodes plus que néo-libérales par les CCOO, à Madrid, dans leur entreprise *MAFOREN*. Ou l'interpellation, en mars 2006, de 25 membres des CCOO à Cadix, Séville, Grenade, Murcia et Madrid pour une escroquerie qui pourrait dépasser les huit millions d'euros accordés par l'Union européenne et qui auraient dû être consacrés à la formation. Ou l'accusation de l'UGT selon laquelle les CCOO ont aidé le Partido Popular à obtenir des avantages dans le remboursement du patrimoine syndical de l'UGT. Ou encore le pacte entre le patronat de *Babcock* et les CCOO en Pays basque, en automne 2004, réalisé grâce à la passivité de ELA et de l'UGT.

18. Le discrédit augmente également parce qu'ils défendent les intérêts socio-politiques, culturels et de pouvoir de leur Etat dans l'oppression d'autres peuples. Il s'agit de la tendance mondiale à l'émancipation des peuples opprimés, qui avance à des vitesses différentes selon les processus particuliers. De ce fait, les nations prennent conscience de leurs situations, doivent créer leurs propres organisations syndicales comme des instruments décisifs pour leur émancipation, ce à quoi l'État occupant répond par toute une série de lois et interdictions.

19. Les syndicats étatiques défendent ces lois oppressives, tant du fait de leur idéologie nationaliste occupante que pour les gains économiques qu'ils obtiennent ainsi, les fonds de sa bureaucratie dépendant de l'Etat oppresseur et de la bourgeoisie occupante. En Pays basque, cette situation est indéniable et les syndicats étatiques sont les éléments clefs du maintien de l'ordre imposé, en défendant de manière explicite l'unité du marché espagnol, son système professionnel unique, la caisse étatique de la Sécurité Sociale et l'unité fiscale du capitalisme espagnol. Et il y aurait tant à dire sur le syndicalisme français.

20. Les syndicats étatiques ne défendent pas seulement le nationalisme espagnol dans les peuples opprimés, mais agissent aussi dans la défense de l'impérialisme espagnol chaque fois qu'ils en reçoivent l'ordre de la bourgeoisie. Une mention spéciale doit être faite de leur étroite collaboration avec la bourgeoisie réactionnaire du CTV vénézuélien, un groupe mafieux qui soutien toutes les agressions fascistes contre la révolution bolivarienne.

21. La déconcertante grève des travailleurs portuaires contre l'application avancée, dans leur profession, de la Directive Bolkenstein ; le refus pour l'instant clair, par les principaux syndicats actifs dans le complexe *Arcelor*, de la vente de l'entreprise à une grande corporation, avec 94.000 travailleurs répartis à travers l'Europe ; l'EFFAT, Fédération Européenne de Syndicats de l'Industrie Alimentaire contre Coca-Cola, Coca-Cola qui veut fermer des sites et licencier des ouvriers en Belgique, en Grande-Bretagne et dans l'État français, en plus de ceux d'Athènes, a mobilisé ses forces dans 120 syndicats de 35 pays ; l'appel à la grève des services publics britanniques pour la fin du mois de mars, avec un million de travailleurs appartenant à neuf syndicats ; tous ces conflits, et beaucoup d'autres, indiquent qu'il existe un accroissement des luttes au sein de l'Union européenne.

22. Cette tendance s'affronte aux syndicats réformistes et à la Confédération Européenne des Syndicats (CES), qui représente 73 syndicats de 34 États avec plus de 60 millions d'affiliés. Dans la réunion londonienne de la fin octobre 2005, face au durcissement proposé par Tony Blair, la CES s'est limitée à demander le respect du programme social élaboré à la réunion de Lisbonne, en 2000, ce qui n'est toujours pas le cas et que se poursuit l'attaque contre les droits sociaux. Une stratégie passive face à un patronat qui a réactivé,



depuis novembre 2005, le Directive Bolkestein au sein de la Commission sur le marché intérieur de la Chambre européenne, qui a ouvert le débat sur le retardement de l'âge de la retraite dans les mêmes dates, et qui a, de façon drastique, réduit l'aide aux nouveaux membres de l'Union européenne à 25.

23. Une stratégie passive quand sont connus les résultats de l'étude de *Accenture and Lisbon Council* selon laquelle les niches de travail futures sont avant tout dans les activités sociales et communautaires, de santé, vieillesse, tourisme, transports, etc., avec les PME qui exploitent ces «lieux de pêche du travail». Nous savons que sous la dérégulation et la précarité, ces emplois et les PME sont particulièrement propices à l'impunité patronale et à la servitude syndicale, contexte qui s'aggraverait avec l'application de la Directive Bolkestein.

24. L'acceptation de l'ordre par les syndicats et la CES se renforce après la soumission du Parlement européen dans la «réforme» de la Directive Bolkestein. En effet, après quelques changements superficiels qui supposent à peine quelques améliorations, le Parlement européen a ouvert «la porte de derrière», les lois étatiques respectives, pour que s'applique la Directive, de façon à ce que les syndicats réformistes étatiques acceptent progressivement cette attaque dévastatrice. Tout cela nous conduit directement au point suivant, celui de la crise syndicale, qui va en s'approfondissant et que nous devons analyser.

2. CRISE SYNDICALE

25. Les instruments de pression de l'impérialisme ne se différencient en rien d'essentiel de ce dont dispose chaque Etat. C'est de là que nous devons partir pour étudier les causes du déclin du syndicalisme officiel, un des faits récurrents dans l'histoire de la lutte des classes et qui, bien que mettant une pression très forte contre la tendance générale à la hausse des luttes, ne parvient pas à les freiner, pour l'instant, malgré tous les efforts réalisés.

26. La désaffiliation syndicale répond à de multiples causes qui doivent être analysées tant dans leur concrétisation que dans leur intégration à des contextes plus amples. Avant de continuer, nous devons disposer de certains éléments offerts par l'Organisation Internationale du Travail (OIT). En 1985, plus de 328 millions de travailleurs étaient syndiqués, une quantité qui est descendue à 164 millions en 1995. La chute s'est généralisée lors de la dernière décennie : 77% en Israël ; 71% en Estonie ; 19% en Nouvelle-Zélande ; 50% en République Tchèque ; 45% en Pologne ; 42,6% en Argentine ; 40% en Slovaquie ; 38% en Hongrie ; 37,7% dans l'État français ; 29,6% en Australie ; 27,7% au Royaume-Uni ; 21,5% aux États-Unis ; 10% en Finlande ; 8% en Suisse ; 7% en Italie...

27. La raison avancée par les idéologues de la bourgeoisie est que le syndicalisme – en général – est dans une crise mortelle parce que le «citoyen travailleur» est un individu libre, souverain, conscient de ses droits et nécessités, qu'il veut négocier son salaire seul avec le «citoyen chef d'entreprise» sans pressions syndicales extérieures, etc. Cette thèse est partiellement vraie, puisqu'elle reflète l'aliénation des classes travailleuses et la domination de l'idéologie bourgeoise en leur sein, inséparables du mythe du «citoyen».

28. De plus, les corruptions syndicales se confirment de façon périodique, depuis leurs relations avec les mafias patronales et les gouvernements, jusqu'aux pactes secrets avec le patronat dans de nombreux conflits au moyen desquels de déterminés délégués



syndicaux garantissent exclusivement leurs propres droits et augmentent leurs prébendes individuelles, alors qu'ils vendent, pieds et poings liés, leurs compagnons de travail.

29. L'idéologie bourgeoise de l'individualisme à outrance et de la « corruption syndicale » sort renforcée de ces pratiques puisqu'elles « confirment » que le mieux pour chaque travailleur est de négocier de façon individuelle avec le chef d'entreprise et de ne pas se laisser faire par les pressions de « délégués corrompus » qui vont les trahir. Le patronat ne tolère les droits syndicaux que lorsqu'il manque de force pour les écraser et lorsque certains syndicats agissent comme la police, en dynamiteurs de la lutte ouvrière. Mais une compréhension plus pleine de la crise actuelle des syndicats classiques exige de tourner le dos à ces arguments partiels et de l'introduire dans une vision systématique du capitalisme et de ses contradictions toujours en mouvement.

30. Premièrement, l'intimidation causée par l'actuelle phase mondialisatrice de la loi de valeur-travail, qui multiplie la précarité inhérente à l'essence du capitalisme en marge de ses améliorations transitoires et ponctuelles imposées à la bourgeoisie par les classes travailleuses.

31. Deuxièmement, les leçons théoriques qui doivent être tirées de crises identiques dans le fond bien que différentes dans la forme, entre vagues et phases socio-économiques et de lutte des classes qui ont eu lieu dans l'histoire du capitalisme, et qui se produisent de façon dialectique en lien avec le point antérieur.

32. Troisièmement, les changements techno-scientifiques, spéciaux, temporaires, professionnels, disciplinaires, etc., introduits par le capitalisme pour détruire le caractère central de classe du mouvement ouvrier antérieur aux années 1975-1985 et qui dépendent, pour leur triomphe, de la force ou de la faiblesse de résistance de la classe travailleuse.

33. Quatrièmement, l'effectivité des appareils étatiques, para-étatiques et extra-étatiques pour maintenir en permanence un climat de peur, d'angoisse et d'inquiétude vis-à-vis du futur, et ce dans la majeure partie de la population qui vit seulement et exclusivement de la salarisation de sa force de travail, de celle des personnes de son entourage socio-familial, ou des aumônes sociales réduites accordées par la bourgeoisie à ceux qui touchent une pension ou une retraite, aux pauvres, aux exclus du monde du travail, etc., insécurité vitale inhérente au capitalisme qui devient la peur du futur le plus immédiat selon que s'accroît la lutte des classes.

34. Nous devons insister sur le rôle crucial de l'État bourgeois en tant que centralisateur stratégique, non seulement des systèmes répressifs au sens global, y compris les syndicats jaunes comme nous le verrons dans un moment, mais aussi comme impulsEUR de la domination idéologique qui naît de la propre essence capitaliste, les appareils d'état agissant au sein même des contradictions économiques en tant que forces de défense de la dictature du salariat, forces qui sont, à la fois, socio-politiques, de genre sexuel, et d'oppression nationale par la mondialisation de la loi valeur-travail.

35. Un exemple de cela : les relations directes entre l'État, le patronat, les syndicats réformistes et le terrorisme patronal ou « accidents de travail ». Selon l'OIT, chaque jour, 6.000 travailleurs meurent, soit 2,2 millions par an. 270 millions d'accidents de travail. 160 millions de personnes touchées par des maladies professionnelles. Ces données augmenteraient beaucoup si pouvaient être comptabilisés les accidents de l'économie souterraine et informelle et ceux du travail domestique et paysan.



36. Un État disposé à en finir avec le terrorisme patronal renforcerait les droits syndicaux et ouvriers, augmenterait le nombre d'inspecteurs et de postes, étendrait la liste des maladies professionnelles et celle des causes d'accidents, augmenterait les amendes et peines de prison contre les chefs d'entreprises et, sans nous étendre, interdirait le licenciement libre, les sous-contrats, la précarisation, les longues journées de travail, etc.

37. La passivité de l'État n'existe pas dans ce quotidien sanguinaire. C'est une astuce politique consistant à faire très peu de choses contre le terrorisme patronal, laisser croître l'impunité, alors qu'avec une propagande exagérée et gonflée, le peu qu'il fait, c'est occulter sa propre responsabilité. Il a aussi l'aide du syndicalisme réformiste qui ne s'engage pas de façon pratique dans cette lutte. La classe travailleuse constate de cette réalité et fini par rendre coupables tous les syndicats.

38. La responsabilité ultime du fait que de croissants secteurs professionnels rendent les syndicats responsables du terrorisme patronal revient à ces syndicats eux-mêmes parce que, obnubilés dans leur économisme, ils se refusent à éduquer politiquement la classe des travailleurs, ce qui nécessiterait de mettre au centre la critique radicale de l'État patronal. C'est aussi la responsabilité des «gauches» qui, depuis longtemps, ont abandonné cette dénonciation vitale.

39. Ce n'est que depuis cette certitude théorique qui naît de l'histoire de la lutte des classes que nous pouvons comprendre ce qui est occulté dans la proposition faite par le Parti Populaire Européen, et reconnue le 14 décembre 2005 par la Commission des affaires politiques de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, par laquelle est réalisée une condamnation internationale du communisme. En marge de ce qu'il est entendu par «communisme», indépendamment du fait qu'une telle proposition soit admise en séance plénière de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe du 23 au 27 janvier 2006, il est indéniable, d'une part, que sa seule présentation reflète l'inquiétude de la bourgeoisie européenne face à l'effrayante réapparition du «fantasme du communisme» et, d'autre part, que cela renforcera les pratiques pro-bourgeoises du syndicalisme jaune conséquent à la panique que ressentent ses bureaucraties en étant accusées d'une telle chose.

40. Les crises syndicales surgissent de façon périodique dans la lutte des classes, selon des facteurs que nous ne pouvons pas développer maintenant. Son importance est indéniable dans tous les aspects, mais essentiellement dans ce qui concerne les relations sociales de force, quand de nouveaux sujets s'introduisent de façon active et consciente dans la lutte des classes à échelle mondiale, et pas seulement au niveau local. C'est le cas des luttes d'émancipation de la femme, des luttes des peuples autochtones, des nations indiennes, originaires ou primordiales, des luttes pour la défense et l'amélioration de l'écosystème et de l'environnement, etc. Sur la crise syndicale, de nombreux exemples sont exposés dans les annexes à ce texte.

3. AUTRES EXPRESSIONS DE LA LUTTE DES CLASSES

41. Le volume du bénéfice capitaliste mondial repose sur l'exploitation de la femme qui, à son tour, repose sur l'exploitation patriarcale antérieure au surgissement historique du système capitaliste. Depuis l'imposition du patriarcat, antérieur à l'oppression nationale et de classe, chaque mode de production postérieur s'est cimenté dans la préalable exploitation, domination et oppression de la femme, l'adaptant à ses intérêts spécifiques.



42. Nous ne pouvons pas analyser ici en détail comment s'imbriquent l'exploitation capitaliste et patriarcale dans chaque sphère de la vie quotidienne, dans chaque oppression et dans chaque pays, parce que cela est un des objectifs du débat sur l'émancipation de la femme qui aura lieu à Sokoa III. Nous disons seulement que, comme synthèse, la lutte des classes est à la fois le reflet et le moteur, l'effet et la cause, tant de l'oppression de la femme que de sa libération. L'imbrication dialectique entre patriarcat et capitalisme, entre modes de production pré-capitalistes et mondialisation impérialiste, explique le fait que les luttes contre ces barbaries inhumaines soient également des luttes actuelles contre le taux moyen de bénéfice capitaliste mondial, ce qui est décisif.

43. Pour autant, ce sont des pratiques de lutte des classes entre le Travail et le Capital, dont beaucoup se livrent dans des régions spécifiques de la planète dans lesquelles existe, sous l'hégémonie de l'impérialisme, une hiérarchie des modes de production différents. Cela se vérifie au moyen du rôle croissant des femmes contre les effets de la mondialisation de la loi valeur-travail, posée depuis le 17^e siècle, qui lance de plus en plus de peuples pré-capitalistes dans les griffes bourgeoises, créant des résistances de tous types que l'ignorant égoïsme occidental déprécie en le ramenant à de l'« indigénisme », « fondamentalisme », « populisme », etc., mais qui sont de nouvelles composantes de la lutte des classes à échelle mondiale, parce qu'elles affaiblissent le processus d'accumulation que l'impérialisme lance actuellement.

44. Les femmes acquièrent un rôle clef dans la défense des identités, de leurs cultures et peuples, menacés par l'impérialisme tout autour de la planète. Un exemple parmi tant d'autres se trouve dans la célébration, au début de l'année 2004, de la Quatrième Rencontre Continentale des Femmes Indigènes, organisée au Pérou, à laquelle vinrent des représentantes de toutes les Amériques. De la même façon, en Afrique et en Asie on assiste à une coordination croissante. Dans le complexe monde arabo-musulman, de nombreux collectifs de femmes s'organisent et se coordonnent pour défendre leurs droits au sein leurs propres pays, ainsi que pour défendre leurs pays des agressions de l'impérialisme et du fondamentalisme chrétien.

45. Nous nous tromperions si nous réduisions l'intervention des femmes dans la majorité des luttes des peuples originaires, en disant que c'est un « rôle important ». C'est beaucoup plus que cela. Par exemple, la lutte permanente du peuple *mapuche* tourne autour de la *Matria Mapuche* ou *Mapu Ñuke* – la terre mère – qui est la centralité matérielle et symbolique du peuple et de sa mémoire historique. La fonction de la femme est centrale, parce qu'elle est la connexion matérielle et symbolique avec la terre et avec la propriété collective dont le peuple dispose.

46. Les peuple *kollas* et *ava garanies*, qui luttent depuis le début de l'année 2004 pour récupérer leurs terres dans ce qui se définit aujourd'hui comme Argentine, le disent clairement : sans terres, seule la faim nous attend. De la même façon que s'exprime le Consejo Regional Indigena de Cauca, dans ce qui se définit aujourd'hui comme Colombie qui, malgré les assassinats commis par les militaires et paramilitaires, mène une lutte en expansion pour ses droits ou, comme ils le disent eux-mêmes dans leur communiqué du 10 novembre 2005 : un processus de libération de la terre mère.

47. A la fin du mois de janvier 2004, à Quito, se terminèrent les réunions du *Consejo de Coordinacion* et du *Consejo de Direccion de la Coordinadora de las Organizaciones Indigenas de la Cuenca Amazonica (COICA)*, à laquelle assistèrent des organisations du Venezuela, Brésil, Equateur, Surinam, Colombie, Pérou, Guyane, Guyane française et



Bolivie, dans le but de garantir la continuité de ses peuples originaires parce qu'ils savent qu'ils disparaîtront quand s'asséchera la dernière rivière, quand sera péché le dernier poisson et quand sera coupé de le dernier arbre.

48. Peu de temps après, au printemps 2004, fut célébré, à Quito, la Deuxième Assemblée des indigènes de Abya Yala, avec l'assistance de 500 représentants de 64 peuples originaires. En synthèse, les thèmes traités furent : propriété collective du territoire et de ses ressources ; autodétermination, droits et organismes internationaux ; développement durable et biodiversité ; propriété collective des connaissances ancestrales ; rôle des femmes ; FSM, intervention politique et gouvernementale ; communication ; et militarisation.

49. Le dénominateur commun qui lie toutes ces réflexions n'est autre que la lutte contre la forme actuelle de l'impérialisme, qui veut augmenter l'intensité de l'exploitation de la force de travail de la femme, exproprier les peuples de leurs bases matérielles et symboliques d'existence et de leurs excédents accumulés. De la même façon, nous pouvons apprécier la conscience de défendre l'ample, divers et pluriel monde des identités collectives, des cultures minorisées, de tout ce qui, étant divers, exprime le potentiel créateur de la praxis humaine contre le mercantilisme total que veut imposer le capitalisme.

50. Lors du Quatrième Forum Social Mondial Polycentrique, célébré à Caracas en 2006, les points de débat proposés par la Chambre Internationale de la Femme peuvent se résumer ainsi : plan Condor, ALCA, Accords de Libre Commerce et militarisation de l'Amérique Latine ; féminicide et violences patriarcales ; violences sur les femmes paysannes, noires et indigènes ; formes d'exploitation de la femme (patriarcat et capitalisme) ; exploitation et trafic sexuel, diversité sexuelle, femmes qui vivent avec le SIDA ; lutte contre le fondamentalisme ; alternatives de résistances des exclues ; lutte anti-impérialiste, anti-belliqueuse, contre la pauvreté, le racisme, en faveur des minorités ; luttes syndicales ; biodiversité et défense de l'environnement.

51. Ces réunions, ainsi que de nombreuses autres, prolifèrent dans le monde et révèlent aux yeux de tous des revendications pratiques et des positionnements théoriques qui attaquent l'essence de l'impérialisme. Il n'est pas si étrange qu'au début de l'année 2005 soit connue la thèse du *National Intelligence Council* (NIC), cerveau suprême de l'impérialisme nord-américain, qui déclare les luttes des peuples originaires comme un des trois plus grands dangers pour les États-Unis face à 2020, l'islamisme et la Chine Populaire étant les deux autres.

52. De l'Australie à l'Alaska, de la Patagonie à la Sibérie, en passant par le Kalahari, la tendance dominante depuis le milieu des années 90 est à la mobilisation des peuples « primitifs ». Les 100.000 *bosquimanos* survivants aujourd'hui ont commencé une lutte tenace pour la récupération de leurs propriétés collectives ancestrales, dont ils ont été expropriés au moyen d'agressions inhumaines, comme la coupure de leurs sources d'eau, les déportations massives dans des réserves surveillées desquelles deux cent ont commencé à s'échapper pour revenir à leurs terres de toujours, des terres sur lesquelles la multinationale *De Brees*, maîtresse du marché mondial du diamant et soutenue par les gouvernements de la zone au premier rang desquels le Botswana, a des ambitions.

53. L'irruption de ces peuples « primitifs » sur la scène mondiale réactive des débats devenus classiques au sein de la gauche depuis le dernier tiers du 19^e siècle, au sens où elle revalorise le collectif, le commun, l'aide mutuelle, l'autogestion, les relations



démonétisées, et non mercantiles, etc., ce qui suppose une réactivation du débat sur la propriété collective de l'espace-temps, le contrôle de la production par qui la produit, la récupération sociale des forces productives et, en synthèse, l'urgence d'en finir avec l'exploitation salariale.

54. La lutte de ces peuples est une part élémentaire de la lutte mondiale, et a des effets immédiats sur les luttes de classes et de peuples imbriqués dans l'impérialisme, et *vice versa*. Jamais avant, dans l'histoire classiste, l'internationalisme prolétarien n'avait été une nécessité si importante, prenant en compte l'entrée définitive de ces nations, collectifs et sujets dépréciés jusque-là par l'eurocentrisme des gauches occidentales, dans la lutte des classes mondiale. Une obsession de la triade impérialiste et de l'OMC, lors de la réunion de Hong Kong en décembre 2005, fût précisément d'empêcher ou de rompre l'ascension des revendications de ces peuples, de les faire échouer.

55. Les résultats de la réunion de l'OMC à Hong Kong reflètent l'accroissement des contradictions sociales à trois niveaux : en interne pour les pays pauvres et coordonnés au sein du G90 ainsi que pour les pays supposés « en voie de développement » du G20, pour leurs forces populaires et sociales qui mettent la pression afin de ne pas céder face à la triade impérialiste ; celui qui affronte de façon unitaire le G90 et le G20 à cette triade ; et celui des contradictions internes aux États-Unis, dans l'Union européenne et au Japon et, au sein de chacun des trois, dans leurs bourgeoisies et secteurs révolutionnaires, progressistes, démocratiques, etc.

56. Semblable manifestation de contradictions concrètes n'est qu'une partie de l'aggravation des antagonismes structurels de l'impérialisme à échelle planétaire, chose que la bourgeoisie nia au début des années 90 - parce que nous étions parvenus à « la fin de l'histoire » - et qui se reproduira. Mais la bataille sociale de Seattle en 1998 certifiait de nouveau l'échec historique de la bourgeoisie, corroboré par l'échec de Cancun en 2003. A partir de là, l'impérialisme changea de tactique. Au lieu de tout dire en même temps dans de grandes réunions internationales, il commença à mettre la pression, à faire du chantage et à menacer certaines zones régionales dans le but de rompre l'unité des peuples. Même ainsi, en Amérique Latine, les États-Unis ont échoué avec l'ALCA ainsi qu'au sein de la Chambre des Amériques, tout comme a échoué l'Union européenne avec son plan MERCOSUR.

57. À Hong Kong, la triade impérialiste a obtenu une victoire partielle – si nous la comparons avec la déroute de Cancun – grâce au fait qu'ont été imposés, surtout au sein du G20 et dans une moindre mesure au sein du G90 – les intérêts de la bourgeoisie exportatrice au détriment de ceux des peuples travailleurs. Cette victoire relative montre comment les bourgeoisies faibles des pays appauvris acceptent volontairement les exigences impérialistes quand elles ont l'opportunité de toréer et profiter de leurs peuples avec l'excuse des urgences dans les « négociations » de l'OMC.

58. Cependant, certains États dans lesquels vivent beaucoup de ces peuples, comme l'Inde et le Brésil, ont prétendu apporter une cohésion à la défense des connaissances ancestrales, de la culture, face à la biopiraterie – qui commence à être appelée *bioesclavagisme* – impérialiste qui, si elle a été une constante dans l'histoire du capitalisme, est maintenant pour lui une nécessité impérieuse s'il veut sortir de son marasme en développant de nouvelles structures productives qui accélèrent son niveau d'accumulation à un coût le plus faible possible.



59. La biopiraterie prend ce qui est vital pour la survie d'un peuple opprimé, de ses ressources naturelles à ses ressources culturelles et linguistiques en passant par leur code génétique et leurs caractéristiques biologiques, sans oublier leur excédent social accumulé durant des générations. C'est ainsi que se comprend la série d'avertissements réalisée à la fin de l'année 2005 par l'ONU, selon laquelle 3.000 langues originaires sont sur le point de s'éteindre dans le monde et, avec elles, en plus des savoirs ancestraux, comme nous l'avons vu, les 3.000 peuples qui les parlent.

60. Il est bien connu que le pillage des peuples exige inévitablement une stratégie de réordonnement de l'espace du peuple pillé afin de faciliter la rapidité et l'intensité de la spoliation. Et parler de réordonnement de l'espace, c'est parler de réordonnement du temps, un facteur vital dans le capitalisme depuis son origine, mais encore plus dans la phase actuelle de l'impérialisme. C'est à dire que la question de l'espace-temps est une part essentielle à la lutte des classes en son sens absolu, entre le Travail et le Capital. Nous ne pouvons pas développer ici les expressions multiples de la question et nous en remettons au débat sur l'environnement et la critique du développement capitaliste.

4. RÉSUMÉ EN THÈSES

61. La lutte des classes est une réalité quotidienne, son origine n'est autre que l'existence objective de l'exploitation, le fait que l'immense majorité de l'humanité soit exploitée, opprimée et dominée pour enrichir la petite minorité propriétaire des forces productives. Synthétiquement parlant, cette majorité forme le prolétariat, le Travail ; et cette minorité, la classe bourgeoise, le Capital.

62. La définition de la classe sociale est dialectique : le Travail et le Capital forment une unité de contraires antagoniques et irréconciliables, l'un n'existant pas sans l'autre. Ils se haïssent et luttent à mort entre eux mais ne peuvent pas se séparer, sauf à condition que prenne fin la société de classe, les deux disparaissant en même temps. Et c'est une réalité changeante, mobile, jamais statique, avec l'existence d'une complexité sociale qui doit être étudiée dans chaque lutte des classes sociales concrètes.

63. C'est la dialectique du général et du particulier, de l'abstrait et du concret, qui inclue un moment analytique des luttes qui nous révèle les réalités nationales, politiques, culturelles, inscrites en elles, avec leurs fractions de classe en changement permanent, etc. Cela inclue aussi un moment synthétique qui nous dévoile les identités de fond de toutes ces luttes, nous montrant leurs relations internes et nous enseignant les leçons à tirer d'elles.

64. Apprécions le fait que l'actuelle phase du capitalisme mondial tende à l'affaiblissement de la fraction industrielle de la classe travailleuse, à l'augmentation des fractions travailleuses dans le secteur financier et commercial, à l'augmentation de la précarisation – qui est, en elle-même, essentielle à l'esclavage salarial – et des sous-contrats, ainsi qu'au salariat privé des fonctionnaires, des services sociaux, de la sphère techno-scientifique et de la production de marchandises culturelles.

65. Est démontrée de façon univoque l'augmentation de la masse salariée, c'est à dire, de la classe travailleuse dans son ensemble et à échelle mondiale, et la diminution de la classe bourgeoise malgré le recul historique vers le capitalisme déjà arrivé dans l'ex-URSS et avec des débuts contradictoires en Chine Populaire. La salarisation frappe brutalement les femmes et les masses paysannes qui vivent encore dans des modes pré-



capitalistes ou qui maintiennent par des sacrifices insupportables la propriété de minuscules parcelles très peu productives.

66. En même temps, on assiste à l'interrelation croissante entre la plus-value relative et la plus-value absolue, soit entre l'exploitation de la force de travail au moyen des technologies, et son exploitation au moyen de nombreuses heures de travail. La bourgeoisie cherche à augmenter l'exploitation intensive en augmentant les heures de travail salarié. Une des raisons de ce virage sauvage du capitalisme le plus féroce réside dans les difficultés croissantes à accumuler, ainsi que dans la décroissante productivité du travail, du fait du haut coût des NTC comme des résistances ouvrières et populaires.

67. En même temps, la réduction du travail complexe et qualifié en lien avec l'augmentation du travail simple et sans qualification, à échelle mondiale, fait en sorte que s'accroissent les masses précarisées, disposant de sous-contrats, surexploitées dans un capitalisme submergé, dérégulé, mafieux, criminel – le Capital est le crime – et dévastateur.

68. En même temps, ces transformations (inséparables des résultats des luttes de classes concrètes) gardent une relation interne avec l'essor du capital financier et de leur part de risque, avec le capital industrialo-financier de hautes technologies militaires, technoscientifiques et de santé, ainsi qu'avec le recul relatif du capital industriel qui peut avoir une certaine récupération avec la croissance asiatique et sud-américaine, et entretient une relation avec l'augmentation du capital commercial indispensable pour donner une sortie à la production industrielle.

69. Cependant, malgré ces changements qui, en dernière analyse, sont introduits par le Capital pour vaincre le Travail dans chacune des grandes crises sociales, l'augmentation du nombre de salariés dans le monde est indéniable ; l'augmentation de la masse humaine qui, pour mal vivre, doit vendre tout ce qu'elle a, à savoir sa force de travail, en échange d'un salaire.

70. Il est vrai, aussi, qu'avec l'augmentation du salariat, la propriété privée se réduit, se concentre et se centralise dans un nombre plus petit de mains, parmi un nombre de plus en plus restreint d'hommes, dans des cercles plus réduits et compacts de la grande bourgeoisie impérialiste.

71. Du fait des exigences de la méthode dialectique, ces changements doivent être étudiés dans leur façonnement concret au sein de chaque grande région de la planète, dans la triade impérialiste, dans les pays dit « émergents », et dans les pays pauvres.

72. Fréquemment, la lutte des classes est sourde, souterraine, latente dans les masses exploitées afin d'obtenir de petites avancées, des vengeances contre le patron ou résister à l'exploitation, à ses rythmes, ses exigences et disciplines, par des formes lentes de travail, l'absentéisme professionnel, l'indifférence, le manque de collaboration, la résistance passive et y compris le sabotage qui freinent les rythmes de travail et diminuent le bénéfice patronal.

73. Dans ces périodes, l'action du syndicalisme réformiste est négative, puisqu'il intervient systématiquement pour que ces résistances ne croissent pas et ne se coordonnent pas et que, très fréquemment, il joue un rôle d'agent de l'ordre dans les usines. Mais ce syndicalisme, en général, agit en accord avec les partis réformistes, avec leur vénération parlementaire, renforçant le front interclassiste à l'intérieur des usines.



74. Tôt ou tard, ce qui est latent et sourd émerge à la surface et s'entend de loin parce que la lutte est devenue ouverte, publique, et sans merci pour la conquête humaine de la propriété collective des forces de production. Ce sont les révolutions, mais aussi les luttes révolutionnaires de libération nationale des peuples opprimés.

75. Et c'est précisément dans ces moments critique que le syndicalisme réformiste passe directement et sans déguisement du côté du patronat et de son gouvernement, s'affrontant directement aux fractions les plus combattives de la classe travailleuse, avec tous les moyens à sa portée, des instruments que la bourgeoisie elle-même leur offre autant qu'il en faut, en commençant par l'argent, les apparitions dans la presse et à la télévision, les réunions avec d'autres forces politiques, etc.

76. Entre la lutte souterraine qui se livre à tout moment, et les grands et tourmentés processus révolutionnaires, entre ces deux extrêmes existe une inépuisable gamme de niveaux de lutte que nous ne pouvons pas résumer ici, mais parmi lesquels se démarquent par leurs effets brutaux les contre-révolutions, les fascismes et les coups d'État militaires, les guerres impérialistes, inter-impérialistes et mondiales qui sont, aussi, des guerres de classes.

77. C'est pour cela que la lutte des classes est interne à l'économie, fait partie de son évolution, et n'existe pas en dehors d'elle. Les résistances ouvrières et populaires minent le bénéfique patronal, le processus d'accumulation ; et à l'inverse, la recherche bourgeoise du bénéfique maximal exige inévitablement le durcissement de l'exploitation.

78. La lutte des classes est aussi interne au peuple, à la communauté, à toutes ses institutions sociales qui sont des pouvoirs de la classe dominante. Toute la vie sociale est conditionnée par le choc permanent entre le Travail et le Capital, de la même façon que la vie culturelle, la langue, les traditions, etc., ont des relations spéciales avec la lutte des classes des générations antérieures. Tout cela fait que les différents projets de développement futur du peuple expriment ces contradictions internes.

79. La relation interne de la lutte des classes avec l'évolution économique, avec la vie quotidienne des peuples, avec leurs cultures, avec le système patriarco-bourgeois, etc., ne peut pas se comprendre sans le rôle décisif de l'État capitaliste, qui ne se contente pas de monopoliser l'usage de la violence selon la définition que la sociologie a copiée au marxisme. Il dispose de nombreuses autres capacités d'intervention quotidienne, permanente et systématique.

80. La lutte des classes n'est pas une mécanique et un automatisme linéaire, mais un processus tendanciel ouvert dans lequel ont leur place le hasard et l'éventualité issue de la riche complexité des forces sociales en affrontement. Se creuse ainsi la déroute et la victoire, et aussi la destruction mutuelle des bandes en lutte de telle façon que la société entière stagne ou se précipite dans le recul historique.

81. Il existe des phases ou des vagues de lutte des classes qui dépendent de la dialectique des contradictions irréconciliables. Mais les vagues ne sont pas non plus cycliques ni n'emportent tout le système capitaliste, puisqu'il existe des zones qui sont passives ou moins actives. La loi du développement inégal et combiné explique ces différences.



82. Ces phases sont inséparables des phases économiques, politico-institutionnelles, culturelles, etc., et bien que toutes maintiennent entre elles une certaine autonomie de rythmes évolutifs difficiles à apprécier en périodes courtes, leur interaction se voit clairement au sein d'une totalité contradictoire dans les périodes longues.

83. Les phases économiques, en elles-mêmes parts de la lutte des classes et *vice versa*, ont aussi leur autonomie propre et, surtout, leur relation avec les innovations technoscientifiques. Mais, en dernier, c'est la lutte des classes qui, depuis l'intérieur, met la pression sur début de la phase concrète et qui, de la même façon, conditionne sa fin et l'apparition d'une autre, toujours au milieu de crises sociales.

84. Dans la phase actuelle, nous pouvons apprécier diverses «nouvelles» caractéristiques que nous devons étudier avec une attention spéciale : l'irruption de la femme ; l'irruption des peuples ; l'irruption des franges de la jeunesse travaillante précarisées à l'extrême ; l'irruption d'un internationalisme plus actif ; l'irruption de formes auto-organisées desquelles les ONG ne sont qu'une expression de plus ; l'irruption de nouveaux moyens d'expression interactive ayant internet pour base ; la dépréciation croissante de la politique institutionnelle et parlementariste ; etc.

85. Mais ces «nouvelles» aspects sont aussi accompagnés d'aspects négatifs et dangereux comme la tendance au néo-fascisme, le durcissement du contrôle social, de la surveillance policière, de la répression préventive, de la réduction des libertés et de la démocratie bourgeoise, de la mobilisation électorale de la droite et de l'extrême droite, etc.

86. Les crises syndicales sont particulièrement aiguës quand la lutte des classes avance sur et sous les changements de forme de l'exploitation et de l'accumulation du capital, dans ses phases historiques. C'est dans ces moments que le mouvement ouvrier, plus ou moins bien, crée de nouveaux syndicats alternatifs comme réponse, tant aux attaques patronales qu'à la bureaucratisation syndicale dominante.

87. Les nouveaux syndicats théorisent de façon critique et s'affrontent aux nouvelles réalités de l'exploitation : les changements internes à la classe travaillante, l'augmentation de la précarité, la diminution du secteur industriel, la féminisation du travail, etc. Ils reprennent des formes organisatives oubliées, comme l'action semi-clandestine ou illégale, les relations avec la rue et le quartier, avec les mouvements populaires, etc. Et, par-dessus tout, ils recherchent de nouvelles tactiques pour s'enraciner dans les nouvelles fractions travaillantes jeunes qui manquent d'expérience syndicale et qui rejettent le vieux syndicalisme réformiste.

88. Apparaissent et grandissent aussi de nouvelles organisations politiques de gauche qui n'existaient pas ou étaient petites et qui récupèrent de la chaleur tirée de la nouvelle vague de lutte, qu'elles-mêmes impulsent. On tend ainsi au renforcement de la dialectique politico-syndicale nouvelle au sein même de la classe travaillante qui est aussi dans un processus de changement interne.

89. La tendance à la réapparition de l'assembléisme, de l'horizontalité, de la démocratie ouvrière et populaire exercée dans le travail, dans les quartiers, dans les écoles, etc., étroitement unies aux formes d'action des nouveaux syndicats, groupes ou organisations politiques, est une caractéristique commune à ses processus. L'auto-organisation est une tendance forte dans ces processus, qui s'entrechoque avec le dirigisme



bureaucrate des vieilles forces syndicales et politiques. Appelons-les assemblées, conseils, soviets, communes ou comme on veut, ce qui est certains, c'est qu'elles réapparaissent.

90. Une autre caractéristique est que ces embryons de contre-pouvoir, double-pouvoir et, ensuite, de pouvoir populaire, doivent à la fois se lier dans leurs lieux immédiats, dans et avec les collectifs et mouvements de quartier, d'écoles, etc. Et ensuite, sous forme d'organisation en réseau, ils doivent comprendre toute la société en crise, proposant des thèmes décisifs comme l'autogestion, l'autodétermination et l'autodéfense.

91. Une autre caractéristique décisive est que l'on tend à des revendications inacceptables pour le capital : réduction drastique du temps de travail, contrôle ouvrier des usines, contrôle populaire des institutions, démocratie directe, changements dans les forces répressives, remise en question des modèles de développement, avancées dans des droits concrets de tous types et, en synthèse, récupération collective des usines, locaux, infrastructures, minant ainsi sérieusement et dans la pratique le droit bourgeois à la propriété privée et à la transmission par héritage ou succession.

92. Nous ne pouvons pas commettre l'erreur de mesurer ces luttes avec la même échelle. Ici comme dans tout, il existe une dialectique entre ce qui est essentiel et commun et ce qui est formel et spécifique à chacune d'entre elles. Élucider correctement ce qu'elles ont de commun et de différent dans chacune d'elles est indispensable pour ne pas commettre les mêmes erreurs : croire, d'une façon dogmatique, que toutes les luttes sont égales, en sacrifiant la richesse qu'apporte chacune d'elles ou bien croire dans la sectorialisation et l'incommunication des luttes en sacrifiant la richesse de la théorie de base et essentielle.

93. Dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire, il a été périodiquement débattu pour savoir si les innovations spatiales, urbaines, productives, répressives et de tous types effectuées par le système pour vaincre les classes travailleuses et recommencer une nouvelle phase expansive étaient ou non surmontables par les masses opprimées. Mais, maintes et maintes fois, celles-ci ont démontré par la pratique qu'elles finissent par dépasser les nouvelles barrières.

94. C'est ce qui arrive dans la vague actuelle de lutte des classes, dans laquelle les masses recourent toujours plus à la téléphonie mobile, à internet, à des moyens de transport toujours plus rapides, etc., pour dépasser les distances croissantes entre le lieu de travail et le lieu de vie quotidienne, entre le lieu de vie quotidienne et celui de consommation ou de loisir programmé, etc. Les masses démontrent actuellement, en essence, la même capacité d'imagination que lors d'autres phases précédentes.

95. Ceux qui, il y a une décennie ou même plus longtemps encore, disaient que le néolibéralisme avait définitivement mis un terme à la lutte des classes, ceux qui prédisaient que l'implosion du socialisme réellement inexistant certifiait la mort de la praxis révolutionnaire, ceux-là même observent maintenant, étonnés, la situation réelle des luttes sociales.

96. De grandes mobilisations de masse apparaissent rapidement, en peu de temps, sans qu'apparemment qui que ce soit ne sache la raison pour laquelle elles se sont concentrées en certains lieux. Ici, les forces politiques dominantes perdent des référendums qu'elles croyaient gagnés. Là, apparaissent des syndicats à la gauche des syndicats officiels, et des groupes politiques à la gauche des groupes politiques officiels de gauche et,



en même temps, beaucoup de données indiquent que la politique institutionnelle est chaque jour un peu plus discréditée.

97. Nous devons également mentionner l'apparition des différents forums qui, depuis plusieurs années, prolifèrent de par le monde. Nous ne parlons pas seulement des forums sociaux, mais aussi de ceux qui sont consacrés à des matières plus concrètes sur l'émancipation de la femme, sur l'eau, sur les libertés, contre les tortures, etc. Une telle explosion d'activisme démontre, en marge de ce que l'on peut penser, tant la conscience de beaucoup de gens quant à la gravité des problèmes, que le débordement des institutions représentatives officielles, incapables et même contraires au fait de devenir la voie pratique de ces mobilisations.

98. Toutefois, signalons que l'expérience montre que ces processus sont généralement courts, une fougue belle et intense qui est rapidement éteinte si on ne développe pas en son sein, à l'avance, des forces révolutionnaires qui aident de manière décisive à leur centralisation interne. La bourgeoisie connaît cette faiblesse et augmente les mesures de tous types visant à accélérer leur décomposition, leur division et leur défaite politique.

99. Est démontrée ainsi l'utilisation de ce qui est dialectique entre les contradictions objectives et le facteur subjectif organisé politiquement et syndicalement ou, si on veut, ce qui est dialectique entre spontanéité et organisation. Nous parlons de dialectique parce qu'il n'existe ni spontanéité pure ni organisation pure : les deux pôles interagissent dans une pratique sociale complexe qui passe pour négligeante jusqu'à ce qu'elle fasse irruption avec force dans la vie politique.

100. Les tendances observées, évidemment, dépendent des situations concrètes dans lesquelles se livre chaque lutte des classes particulière, spécialement en fonction de sa nature nationale et/ou étatique dans le sens fort et décisif, qu'il s'agisse d'une classe travailleuse opprimée de façon nationale ou, au contraire, qu'elle soit une classe qui aide «sa» bourgeoisie à opprimer d'autres peuples, obtenant ainsi un petit gain matériel et un grand gain symbolique et nationaliste bourgeois.

101. Dans une réalité uniformisée par la mondialisation néolibérale, l'identité nation du peuple travailleur a une grande importance, parce qu'elle explique les faiblesses et les forces des groupes qui s'affrontent. L'histoire sociale du peuple, ses traditions propres – pas seulement les traditions bourgeoises – sa mémoire et sa conscience militaires, sa prédisposition éthico-politique à l'autodéfense, son expérience d'auto-organisation pour dépasser les répressions et attaques, etc., reflètent les luttes du passé et influencent celle du présent et du futur.

102. Le fait que les révolutions triomphantes, indépendamment de leur sort ultime, aient été des luttes de libération nationale ou en revendication de droits nationaux de base, n'est pas un hasard. Ce n'est pas non plus un hasard si une des causes de l'échec des révolutions est toujours l'abandon, par la gauche, de la problématique nationale et de la récupération de cette dernière par la classe dominante qui la manipule et tergiverse pour son bénéfice.

103. Il n'est pas accidentel non plus que le racisme, la xénophobie, le chauvinisme, le nationalisme – mais pas l'indépendantisme socialiste – soient fréquemment unis à des forces réactionnaires, machistes, brutales, autoritaires, sadomasochistes, phobiques



obsessionnelles, etc. Ce n'est pas un hasard si les bourgeoisies ont toujours incité ces composantes souvent irrationnelles, mais aussi d'autres, plus lucides et conscientes parfois au sein de leur propre peuple travailleur pour qu'il s'affronte aux autres et aux immigrés.

104. La migration de la force de travail a toujours existé, mais le capitalisme la porte à son extrême, créant ainsi de nouvelles problématiques méconnues jusqu'à récemment et générant de nouvelles situations d'oppression qui influent toujours plus sur la lutte des classes traditionnelle, celle qui a existé tout au long de la période du taylorisme, du fordisme, du keynésianisme et de l'ouvrier-masse.

105. Les révoltes et mutineries de la jeunesse, confuses, qui apparaissent toujours plus dans le capitalisme central, démontrent l'interaction complexe entre d'anciens sentiments nationaux et de nouvelles contributions, tout cela dans une cocotte-minute qu'est le mal-être précarisé de la jeunesse prolétaire. Bien que nous puissions observer des situations semblables dans l'Angleterre de la moitié du 19^e siècle, dans l'Allemagne du début et de la fin du 19^e siècle, aux États-Unis depuis toujours, dans la société italienne pendant l'industrialisation du Nord ou encore dans l'état français lui-même entre 1968 et 1973 puis, de nouveau, depuis 1995 et jusqu'à maintenant, etc., nous sommes entrés depuis le début du 21^e siècle dans une phase nouvelle.

106. Ces manifestations, l'oppression interne qui les soutient, sont aussi des formes de lutte des classes. Seule la cécité dogmatique peut croire que ses participants sont des « nihilistes », « voyous sauvages », etc. Au contraire, si nous recherchons à l'intérieur, nous voyons que la dialectique entre spontanéité et organisation commence à agir en élaborant des arguments théoriques et pas seulement de vagues revendications.

107. La vague actuelle de lutte des classes peut évidemment être mise en échec mais, même si tel était le cas, elle permettrait de tirer des leçons pour le futur et d'augmenter la confiance en elles-mêmes des classes de travailleurs. Aucune lutte ne cesse jamais d'apporter des effets positifs, aussi petits puissent-ils être. Seules celles qui ne commencent jamais finissent pas entraîner la passivité et le défaitisme dans les classes, les peuples ou chez les femmes.

5. TROIS PROPOSITIONS À DÉBAT

108. La lutte des classes au début du 21^e siècle est face à une bourgeoisie colérique et furieuse du fait qu'après deux décennies d'offensive anti-ouvrière et en dépit des profits énormes de quelques branches productives, les résistances ouvrières empêchent que le taux moyen de bénéfice soit aussi haut que ce que requiert l'accumulation étendue du capital. Depuis la conception de la totalité concrète, la lutte du Travail fait partie de l'ensemble des facteurs socio-économiques, environnementaux, politiques, culturels, etc., qui ralentissent le cycle du capital, rendent difficile la réalisation du bénéfice et obstruent son accumulation la plus large. C'est la raison pour laquelle la bourgeoisie mondiale, en tant qu'unité de classe, lance des programmes toujours plus durs et dévastateurs. Les petites branches de la démocratie bourgeoise autoritaire, là où elles existent encore, ne doivent pas nous faire perdre de vue la forêt réactionnaire, militariste et impérialiste. De ce fait, tout indique que les luttes de classes seront chaque fois plus rugueuses et dures.

En ce sens, nous considérons que la gauche révolutionnaire doit renforcer l'esprit de lutte et de confrontation dans les mobilisations internationales contre les principaux



sommets du Capital que sont les réunions de l'OMC, du FMI, du G8 ou de Davos notamment.

109. La lutte des classes au début du 21^e siècle pose la nécessité de la reconstruction de l'unité de classe du Travail, qui dépasse les mille et une différences qu'introduit le Capital. L'avancée de la «classe en elle-même», divisée et individualisée, exploitée dans l'invisibilité de l'économie submergée, soumise à la précarisation, etc., à la «classe pour elle-même». Cette avancée, disions-nous, indispensable, requiert une conscience politique. La lutte des classes au 20^e siècle a démontré que sans conscience politique, il n'existe pas de «classe pour elle-même». Par conséquent, la tâche du mouvement révolutionnaire est, avant tout, de découvrir l'essence politico-économique de l'offensive du Capital et la critiquer, au sein des masses de travailleurs, non en dehors, mais dans la brise vitale des luttes pratiques.

Pour tout cela, nous estimons qu'un des principaux objectifs de la classe des travailleurs doit être le dépassement de l'actuelle dérive réformiste, *pactiste* et *assistencialiste* du mouvement syndical officiel. Seul un syndicalisme socio-politique combatif peut rendre à la classe travailleuse son rôle fondamental dans la transformation sociale qui a besoin des avancées du Capital. Nous parions sur la création d'un espace syndical international faisant face à l'offensive du Capital.

110. La lutte des classes, au début du 21^e siècle, retrouve des formes et des revendications classiques et historiques du mouvement ouvrier depuis ses origines, mais dans les conditions actuelles. La défense du salaire direct, social et indirect, la défense des prestations publiques, etc., tout cela n'est qu'une partie de ce large mouvement. Quand les luttes avancent, on passe aux occupations d'usines, de bureaux, d'écoles, etc., comme premier pas d'une tendance qui peut aller vers la récupération d'établissements et locaux tandis qu'il bat la revendication du contrôle ouvrier, de la démocratie directe, de la participation à la vie politique avec des objectifs qui débordent les digues du système dominant. Devant ceci, la bourgeoisie militarise ses forces policières, durcit le contrôle social, augmente la répression judiciaire, réduit les droits de la défense... Les chocs entre ces deux dynamiques expliquent l'augmentation des charges policières, des répressions sélectives et préventives, et des incarcérations. Seule la conscience théorico-politique permet de comprendre et d'expliquer cette réalité. Par conséquent, la nécessité d'une théorie révolutionnaire est plus grande que jamais.

En ce sens, nous considérons que les forums sociaux nationaux et internationaux sont des espaces de lutte auxquels le mouvement ouvrier doit prendre part de manière active avec un rôle particulier, ajoutant sa lutte syndicale et socio-politique aux autres expressions de la lutte des classes dans le 21^e siècle, comme la lutte pour un autre modèle de développement écologique, la lutte pour la parité des genres, la lutte pour la souveraineté alimentaire, la lutte contre la guerre et la violation des droits humains, la lutte pour la diversité linguistique et culturelle, la lutte pour l'autodétermination des peuples... En définitive, nous considérons que les Forums sociaux nationaux et internationaux doivent être le point de rencontre et de coordination de tous les mouvements politiques, syndicaux et sociaux qui, chacun à leur niveau, combattent globalement pour la démocratie et le socialisme de par le monde. C'est l'espace social le plus vaste et le plus pluriel pour le développement de la conscience théorico-politique travaillant pour le seul monde possible, qui est socialiste.



ANNEXES

Annexe 1 : la Colombie

111. C'est en Colombie que la lutte des classes est parvenue à un de ses niveaux les plus élevés dans toute l'Amérique. Après les années 80 et les difficultés pour payer la dette extérieure, la Colombie a reçu, pendant les années 90, une grande quantité de capitaux extérieurs qui ont laissé croire qu'entre 1990 et 1994, le pays avait dépassé la crise et était entré dans une longue phase de croissance soutenue. Ce furent des années de pessimisme dans les secteurs combattants, révolutionnaires et jusque dans certains groupes de guérilla qui acceptèrent de s'intégrer à l'ordre établi.

112. Mais la réalité était que l'économie était en train de se financiariser alors que le peu d'industrie qu'elle possédait allait en diminuant, s'endettait démesurément et devenait chaque fois plus dépendante du narco-capitalisme et du narco-impérialisme. En conséquence de quoi l'appauvrissement s'est multiplié, et la corruption avec lui, avec pour réponse la renaissance de la lutte des classes dans toutes ses expressions.

113. Dans ces conditions, les multinationales et les entreprises colombiennes ont lancé une attaque féroce contre le mouvement ouvrier, avec des licenciements massifs, des déréglementations, des limitations aux droits syndicaux et, surtout, par la répression et les meurtres. De 1995 à 2005, 4.000 dirigeants syndicaux ont été assassinés, des dizaines de milliers ont été menacés, agressés et attaqués. Moins de 5% des cas ont été résolus, ce qui ne signifie pas qu'ils aient bien été résolus.

114. Entre le premier janvier et la mi-avril 2005, 16 assassinats, 2 tentatives de meurtre, 4 kidnappings, 23 harcèlements, 123 menaces de mort, 6 transferts et 40 détentions de syndicalistes. En même temps, la bourgeoisie refuse tout accord avec les travailleurs : en 2003, 284 conventions collectives ont été signées, soit 41,20% de moins qu'en 2001 et, actuellement, 1% des travailleurs disposent d'une convention collective et 5% sont syndiqués.

115. Ce qui ne signifie pas que la lutte des classes n'existe pas. Elle est hors des cadres officiels et s'exprime dans des combats qui ne peuvent être réprimés qu'avec la violence la plus sauvage. Certains disent que la Colombie est un des « États manqués » du fait de son incapacité à organiser le pays, mais c'est le contraire qui arrive : sans cet État, la bourgeoisie aurait déjà perdu le pouvoir. C'est un État militaire, le budget étant passé de 1% à 2,9% du PIB, avec une prévision à 4% pour la fin de l'année 2005. Sans compter les aides militaires de l'impérialisme.

116. La militarisation pioche dans les finances sociales. Des recherches sérieuses parlent de frais militaires annuels de 4.800 millions de dollars, l'équivalent de 116% des frais de santé, 125% des frais d'éducation. Dans ces conditions, le peuple travailleur s'organise à son compte, avec la classe ouvrière et des secteurs étudiants. Puisque la répression officielle ne peut pas freiner cette ascension, la bourgeoisie crée des armées et des polices privées.

117. Alors que cela se passe dans les villes, on assiste dans les campagnes à une expropriation massive des terres des petits paysans par de grandes entreprises multinationales et des latifundistes colombiens. Trois millions et demi de paysans ont été déportés. 1% de la population accapare 55% des meilleures terres, souvent inutilisées. 0,2%



des propriétaires possèdent 47% de la terre économiquement active ; 0,2% possèdent 14,2% du reste des terres et, à l'extrême opposé, 57,3% des paysans possèdent 1,7% de la terre.

118. Toutes les conditions existent donc pour que les luttes suivent une tendance à la hausse, tant dans les guérillas que dans les villes. Une corruption galopante, une économie officielle qui n'a pratiquement rien à voir avec l'économie réelle, une dépendance croissante vis-à-vis du narco-impérialisme et une bourgeoisie qui ne peut survivre que grâce à l'impérialisme. Face à cela, l'auto-organisation populaire, l'autodéfense dans un nombre toujours plus important de secteurs de l'existence et le rapprochement progressif de toutes les formes de lutte.

Annexe 2 : l'Argentine

119. En décembre 2001, le peuple argentin s'est soulevé contre sa classe dominante et contre les États-Unis, force d'occupation *de facto*. La presse officielle a dit qu'il s'agissait «des classes moyennes» qui revendiquaient le remboursement de leurs économies, mais cela a été un processus plus profond et plus global dans lequel est intervenu – et intervient – le peuple travailleur avant tout. Nous parlons de peuple travailleur, et pas seulement de classe ouvrière industrielle, parce qu'en 1976, il y avait 7 millions de travailleurs dans l'industrie alors qu'à la fin de l'année 2003 il n'en restait qu'un million. La désindustrialisation de l'Argentine n'a pas été fortuite mais est la réponse de sa bourgeoisie et des États-Unis afin de faucher les racines de la lutte des classes en ascension dans un pays très riche.

120. Avec les désindustrialisation s'est produite l'extermination de 30.000 militants de gauche, dont 55% étaient des dirigeants syndicaux de base. Dans le même temps, l'économie s'est tertiaisée et monétarisée sous la dictée de l'impérialisme, créant les bases de la disparition de la base productive propre et entraînant la dépendance presque absolue vis-à-vis de l'extérieur. Pendant quelques années, très brèves, quelques secteurs sociaux ont nagé dans l'abondance, mais la réalité s'est imposée de nouveau et les «classes moyennes», accrues de façon artificielle dans l'attente d'une «nouvelle économie», furent appauvries et réduites à une expression minimale.

121. Mais le pire a été vécu par les masses de travailleurs, une majorité de la population, qui sont descendues plus bas encore dans la pauvreté, jusqu'à la faim. Situation déjà indéfendable au milieu de l'année 2001, la majorité sociale a explosé à la fin de cette année. Sont alors apparues des pratiques communes et constantes dans le mouvement ouvrier mondial mais adaptées à la situation argentine.

122. Parmi ces pratiques, soulignons-en quatre : les groupes de quartier, qui défendaient et défendent encore les personnes les plus nécessiteuses et sans défense ; la réapparition de l'économie et du troc solidaires ; les *piqueteros* qui sont passés à l'offensive en occupant les rues, les places, les institutions, etc. ; et l'autogestion ouvrière, la récupération des usines et des ateliers, des luttes qui étaient répétées dans la seconde moitié de 1990 pour croître à partir de 2001. De telle façon qu'en novembre 2005, il y avait près de 180 entreprises récupérées.

123. La récupération d'usine est, comme nous l'avons dit, une constante née de certaines avancées de la lutte des classes, et non pas une extravagance argentine. De fait, en novembre 2005, des représentants vénézuéliens et argentins ont décidé d'avancer vers la Première Rencontre Latino-américaine des Entreprises Récupérées et Réactivées, qui



n'est autre qu'un pas de plus dans la coordination mondiale déjà initiée au 19^e siècle et qui s'est déroulée, sur le thème des récupérations, en mai 2005 autour de la Rencontre Internationale sur l'Occupation, au Pays basque.

Annexe 3 : le Vénézuéla

124. La proposition vénézuélienne est cohérente avec l'évolution de la révolution bolivarienne qui, dans le massif Caracazo en 1989, avait vécu une de ses annonces historiques. Des dizaines de milliers de personnes, pauvres et affamées étaient descendues dans les rues pour protester contre leur situation, et plusieurs milliers furent assassinées. Depuis lors, et avec des sauts qualitatifs que nous connaissons tous, les masses vénézuéliennes ont avancé jusqu'à obtenir la faisabilité du programme d'expropriation des grandes propriétés. Rappelons que la Loi des terres, décrétées par le gouvernement de Hugo Chavez a été le prétexte d'une brève contre-révolution en avril 2002, contre-révolution dirigée par les États-Unis avec le soutien du gouvernement espagnol du PP et du Groupe Prisa du PSOE. Ce coup criminel a été mis en échec par l'intervention des masses auto-organisées.

125. Les conquêtes sociales de la révolution bolivarienne sont nombreuses, mais ici et maintenant, nous ne pouvons que faire le compte-rendu des deux suivantes : d'abord, l'impressionnant processus de création, depuis les bases ouvrières du syndicat Union Nationale des Travailleurs – UNT – qui certifie la déroute sans appel du vieux syndicalisme corrompu et bureaucratique – CTV – qui a soutenu le coup fasciste d'avril 2002 ; il a, de façon désespérée, soutenu les chefs d'entreprise lors de la grève patronale de décembre 2002 et janvier 2003, et l'échec de cette grève a certifié le décès puisque l'UNT se crée comme syndicat, bien qu'avec certaines difficultés du fait que survivent de nombreux effets de la longue oppression antécédente.

126. D'autre part, la décision d'avancer dans la récupération et la réactivation de nombreuses entreprises, programme révolutionnaire basé tant sur l'initiative des masses que sur l'étude réalisée par le gouvernement en juillet 2005 et selon laquelle 700 entreprises improductives existaient et 1.149 autres fonctionnaient à seulement 50% de leur capacité.

Annexe 4 : la Bolivie

127. En Bolivie, nous assistons à un exemple de ce qu'est la vision totalisante et globale, systématique, de la lutte des classes, dans laquelle interviennent tous les facteurs socio-historique, des restes encore actifs des formes pré-capitalistes et précolombiennes de production et de distribution, avec leur identité ethno-nationales pré-bourgeoises pleinement conscientes, jusqu'à la férocité spoliatrice plus actuelle des grandes corporations impérialistes. Nous ne pouvons pas revenir sur la longue histoire sociale bolivienne, mais nous pouvons dire que la bourgeoisie a accéléré sa reddition face aux États-Unis en privatisant beaucoup de chose en 1985, dans un pays très riche en matières stratégiques mais qui doit dédier 30% de son PIB au paiement de sa dette extérieure.

128. En avril 2000 éclate la « guerre de l'eau » à Cochabamba, en défense de la propriété publique du liquide élémentaire, privatisé et vendu à une multinationale ; en février et mars 2003 éclate la « guerre du gaz » dans tout le pays pour en défendre la propriété publique ; en mai et juin 2005 éclate la « guerre des hydrocarbures » pour la même raison.



129. Mais au cours de ces années, d'autres guerres se sont poursuivies, comme celle des cultivateurs de coca, ou celle des petites parcelles communes qui résistent contre l'ambition de 7% de la population qui possèdent déjà 87% des terres, dont les meilleures, ou la guerre des mineurs.

130. Sur ses contradictions irréconciliables, les masses boliviennes ont construit des organisations multiples que nous ne pouvons pas résumer maintenant mais parmi lesquelles nous trouvons, en plus de la décisive Centrale Ouvrière Bolivienne, l'Assemblée Nationale Populaire Originnaire qui a pris corps lors des insurrections d'octobre 2003 et qui a fait un pas décisif dans les luttes de l'été 2005.

131. Mais le meilleur de cette auto-organisation populaire réside dans le fait qu'elle rejette la crédulité et la confiance aveugle dans les promesses institutionnelles, y compris dans celle d'Evo Morales qui a été prévenu qu'elles reviendraient immédiatement aux mobilisations s'il n'avancait pas dans la satisfaction des nécessités populaires, qui sont d'une gravité extrême si l'on tient compte qu'il y a peu de temps, chaque Bolivien devait payer 8,400 dollars nord-américains pour une quantité de gaz qu'une multinationale étrangère obtenait, elle, pour 0,126 dollars.

132. Nous avons vu que la décapitation d'un syndicat combatif est une tactique très fréquente dans la lutte des classes et requiert toujours l'aide de l'État de la classe dominante. C'est ce qui arrive aussi, actuellement, au Nicaragua, quand la multinationale Coca-Cola veut liquider totalement les droits syndicaux des travailleurs de son usine dans ce pays et, dans ce sens, a expulsé des dirigeants du SUTEC, le syndicat dans l'entreprise et menace maintenant les reste des adhérents dans le cadre d'une attaque lancée au début de l'année 2004 et qui s'est durcie à la fin de l'année 2005.

133. Nous avons dû laisser de côté une quantité impressionnante de luttes qui traversent tout le continent sud-américain, depuis les grèves minières du cuivre au Chili, qui ont éclaté début 2006, jusqu'aux résistances héroïques mais méconnues et écrasées presque immédiatement dans les *maquilas* mexicaines. Depuis les paysans sans terre du Brésil jusqu'aux paysans guatémaltèques qui s'organisent pour arrêter l'impérialisme du nord.

Annexe 5 : les États-Unis

134. Seule la lutte des classes peut expliquer de façon théorique le fait qu'aux États-Unis, depuis 1979, le revenu familial moyen des nord-américains ait augmenté de 18% alors que le revenu d'1% des riches a, pour sa part, augmenté de 200%. Entre 1970 et 1995, 20% des plus pauvres sont passés de la possession de 5,4% des revenus à celle de 4,4% de ces mêmes revenus ; mais 20% des plus riches ont augmenté leur part de revenus de 40,9% à 46,5%. Depuis 1997, le salaire minimum a augmenté, et la précarité a augmenté. La faim, dans la ville de New York, a augmenté de 8% entre l'été 2004 et l'été 2005. Une autre étude plus récente montre que les recettes de 20% des familles les plus pauvres ont augmenté de 19% dans les dernières décennies, alors que celles de 20% des familles les plus riches ont augmenté de 59%.

135. Sans remonter à 1992 et aux mutineries urbaines entraînées par la misère et l'exploitation ethno-nationale dans diverses zones, en 1997 ont éclaté des luttes parmi lesquelles celle de 200.000 travailleurs de UPS, multinationale du transport et des communications, qui ont fait avancer le monde par une tenace et victorieuse grève dirigée par des femmes. En 1998, la presse et les organisations réformistes passèrent sous silence



le rôle décisif joué par les milliers de travailleurs de la ville industrielle de Seattle qui, dans ces moments, ont mené des grèves, des arrêts temporaires de travail et des mobilisations et qui se réunirent activement. Malgré le recul des adhésions syndicales traditionnelles et à la suppression de 600.000 postes de travail en 2000, malgré tout cela et cette même année, il y eut 400.000 affiliations à des nouveaux syndicats, confirmant la tendance à l'auto-organisation de base loin de la bureaucratie syndicale et politique.

136. Le climat réactionnaire et répressif s'est étendu après le 11 septembre 2001, affectant durement ce nouveau mouvement ouvrier puissant et le nouveau mouvement étudiant et social, qui adoptèrent alors une position défensive. La droite a magnifié la victoire de Bush en novembre 2004 mais, en réalité, elle n'a pas été si écrasante, surtout pas dans les classes des travailleurs et les nouveaux mouvements. De fait, il n'a obtenu que 29% des votes, un pourcentage pouvant être réduit à 25 si avaient été comptabilisés les près de 5 millions de personnes sans droit de vote.

137. Ce qui s'est passé, c'est que la droite et l'extrême droite ont serré les rangs autour de Bush, alors que la centre-droite et le centre ne s'est pas réellement mobilisé autour de Kerry, pour des raisons que nous ne pouvons pas exposer maintenant. Cependant, nous devons prendre en compte l'effet néfaste du racisme dans la classe travailleuse blanche, puisque 55% des ouvriers blancs qui ont voté ont donné leur voix à Bush alors que Kerry n'en reçut que 39%. Dans toutes les parties des États-Unis, le racisme exprime, à sa façon, l'existence d'une oppression nationale qui, dans le cas yankee, bénéficie aux travailleurs blancs, avec l'appui direct de la droite républicaine et l'appui indirect de la droite démocrate.

138. Ce qui est certain, c'est que ne se sont pas écoulés de nombreux mois après cette «victoire écrasante» pour que la perte de popularité commence, avec de nouvelles résistances ouvrières et populaires, tant du fait de l'échec de l'invasion en Iraq que par la détérioration du pouvoir mondial de l'impérialisme yankee ainsi que celle, imparable, de la situation socio-économique intérieure.

139. A l'été 2005, il était déjà impossible d'occulter la crise de la sécurité sociale et des pensions du fait de la spéculation financière à haut risque.; la capacité technoscientifique du capitalisme yankee recule et le déficit extérieur parvient à des cotes insupportables ; en octobre 2005, *General Motors* demanda que lui soit appliquée la Loi des faillites. Alors qu'il avait fallu cinq années pour que le rejet intérieur à l'invasion du Viêt-nam soit entendu, il a seulement fallu deux ans cette fois-ci.

140. Au milieu de la désindustrialisation lente mais continue et de l'augmentation du secteur des services et de «l'économie de casino» se relance l'activité du nouveau mouvement ouvrier nord-américain. Le mouvement ouvrier recommence à se mettre en marche et, dans les débats des comités syndicaux de base de la multinationale *Delphi*, appartenant à *General Motors* (créés par les ouvriers qui ont abandonné les syndicats officiels – thème sur lequel nous reviendrons) on a commencé à étudier une proposition d'occupation des entreprises dans le cadre d'une campagne plus large recherchant l'alliance avec les retraités et les détenteurs de pensions affectés par les mesures de privatisation de l'entreprise de sécurité sociale du groupe de Delphi et de General Motors.

141. La grève des transporteurs new-yorkais répond à cette tendance à la récupération sociale, parce qu'une telle lutte ne s'était pas produite depuis la grève de 11 jours en 1980. Les raisons, en 2005, furent celles de toujours : défendre le pouvoir d'achat



par une augmentation de 6%, maintenir la qualité des retraites par une augmentation de 2%, et maintenir les prestations de santé attaquées par une entreprise faisant 1000 millions de bénéfices cette année-là.

142. Malgré l'immense pression contraire, malgré le positionnement contraire de la presque totalité des syndicats officiels, malgré les doutes et indécisions du syndicat lui-même, les transporteurs sont parvenus à organiser et à maintenir la grève. Le 22 décembre, le syndicat «négociait» dans le dos des travailleurs, pactisant avec le patronat et le maire de New York un accord qui, s'il ne correspondait pas à ce qui était exigé par la base, n'était pas non plus une victoire patronale, accord porté à la connaissance des travailleurs le 27 décembre et qui démontre que quelque chose commence à bouger dans la lutte ouvrière.

143. La grève symbolise la résistance d'une masse de travailleurs soumis à toute une série d'attaques : par exemple, à ces mêmes dates, des entreprises emblématiques comme *Ford*, *General Motors*, *Delphi*, *Worthxest Airlines* et d'autres encore attaquaient les droits de leurs travailleurs. Toutes les forces socio-politiques et syndicales l'ont observé à la loupe parce que cela éclatait à un moment particulièrement important du fait de l'augmentation de la tension sociale. C'est surtout la toute puissante *Standards&Pool* qui l'a observé : ce groupe qui défend les intérêts des 500 entreprises les plus grandes des États-Unis. Ce groupe fut un de ceux qui ont le plus mis la pression pour imposer des lois interdisant tout droit syndical à la croissante force de travail émigrante, thème sur lequel nous reviendrons plus tard du fait de son importance.

144. Malgré de telles pressions, les travailleurs ont rejeté, à la fin du mois de février 2006, une tentative de conciliation obligatoire. Il faut en rechercher la cause dans la manœuvre patronale et syndicale consistant à falsifier les termes de l'accord obtenu à la fin de la grève, augmentant les obligations des travailleurs dans le sens de devoir verser, pour la première fois, 1,5% de leur salaire aux plans de santé sans toucher aux gigantesques amendes collectives et individuelles imposées du fait de la grève, des amendes atteignant les trois millions de dollars. Cette nouvelle lutte ouvrière est un symptôme de plus de la tendance à la hausse du conflit des classes.

145. Cette lutte, ainsi que d'autres, se livre au milieu d'une crise syndicale accentuée par la scission vécue par la AFL-CIO étasunienne en juillet 2005 – la plus importante depuis 1935 – entre le secteur officiel, bureaucrate et vertical, mais qui a dénoncé l'invasion américaine en Iraq dans une décision qui ne s'était pas prise depuis un demi-siècle, et un secteur «alternatif», CTV, tout aussi vertical et bureaucrate que le précédent mais qui voit la nécessité de syndiquer les travailleurs noirs, latinos, non syndiqués, dans les nouvelles entreprises, etc., pour renverser les désaffiliations et récupérer les cotisations.

146. Il y a un demi-siècle, dans le secteur privé, un travailleur sur trois était syndiqué. Aujourd'hui, c'est un sur douze, avec une tendance à la baisse. Selon certaines études, dans le secteur privé, seuls 8% des travailleurs sont syndiqués, un pourcentage plus faible qu'en 1901. Le total des syndiqués est passé de 20% à 12,5% si l'on intègre les travailleurs du secteur public. En plus d'autres raisons, il faut prendre en compte l'offensive répressive et intimidatrice lancée par l'Administration Reagan et, surtout, par l'Administration Bush depuis le 11 septembre 2001, ce qui conduit l'OIT à dénoncer, à la fin de l'année 2003, la persécution de l'action syndicale aux États-Unis, répression qui a fait un saut au début de janvier 2006 quand le tribunal fédéral de Chicago a décidé que le patronat peut obstruer pour son compte l'action syndicale.



Annexe 6 : la Russie

147. L'explosion, en 1989-1991, du «socialisme réellement existant» et la transformation de la caste bureaucrate en classe bourgeoise, une tendance déjà théorisée au milieu des années 30, se réalise à côté d'une destruction dévastatrice des conquêtes sociales qui avaient survécues plus ou moins bien depuis octobre 1917, surtout chez les femmes. Bien qu'il existe une censure informative de plomb sur ce point, nous savons qu'en 1995, déjà, commencèrent à surgir les premiers syndicats de base, indépendants du vieil appareil syndical comme des organisations mises en place par les nouveaux patrons pour contrôler «leurs» travailleurs.

148. En 1997 avaient déjà explosé des grèves dans les mines, dans la sidérurgie, etc., et avaient été assises les bases pour d'autres conflits plus soutenus, comme celui en cours à Kaliningrad et dans d'autres régions. Ces luttes, bien qu'elles freinent et conditionnent la formation de la bourgeoisie, ne sont pas parvenues à la mettre en échec mais, comme les masses travailleuses vivaient de nouvelles attaques, elles ont réagi de manière créative et pas seulement pas la résistance passive. Au milieu de 2003, la tendance à l'auto-organisation populaire commençait à prendre force dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les centres sociaux, etc., dans les villes, quartiers et régions, avec un rôle particulier des retraités, couches pauvres, travailleurs sociaux, fonctionnaires précarisés, certaines parties de la jeunesse, etc., avec pour demande minimale le maintien des conquêtes antérieures.

149. Pour la fin de l'année 2004, ce mouvement fit un saut en créant l'Union des Soviets de Coordination (SKS) qui comprenait déjà une vingtaine de régions et intégrait toujours plus de groupes sociaux, nouveaux syndicats, collectifs géographiques, etc., encourageant la multiplication et l'extension des luttes locales. Tout au long de 2005, ce mouvement a été en croissant, et la récente décision de Poutine de surveiller, contrôler et réprimer les ONG est en réalité un couvercle légal pour s'attaquer à l'auto-organisation conseilliste et soviétique du peuple travailleur.

150. En octobre 2005 furent connues certaines données sur la composition sociale de la Russie. Près de 60% de la population adulte vit dans la pauvreté, dont la plupart dans les campagnes. Les recettes de la classe la plus basse n'excèdent pas les 110 dollars mensuels. En été 2005, le salaire moyen de la plus large part de la population était de 8.655 roubles, soit 303 dollars. Au-dessus, la nouvelle «classe moyenne» représente 25% de la population avec des recettes se portant à 20.000 roubles. Enfin, la classe haute représente 0,4% de la population.

Annexe 7 : la Chine Populaire

151. Si l'implosion de ce qui fût le «socialisme réel» commence à être contesté par la classe des travailleurs au sein même de ce qu'était l'URSS, il en arrive de même dans le processus d'introduction «contrôlée» du capitalisme dans de République Populaire de Chine, introduction qui tend à être sans contrôle et à devenir dominante à mesure que croît et augmente l'autonomie d'une nouvelle bourgeoisie dans la société chinoise, mais aussi dans le PCCH.

152. Avant de continuer, il faut commencer par faire une brève explication des similitudes et des différences entre la dégénération de l'URSS et le processus d'introduction du «socialisme de marché» en Chine Populaire. En URSS, la classe ouvrière – bien que



quantitativement inférieure à la classe paysanne – a été la force qualitative qui a fait la révolution, qui l'a soutenue tant bien que mal jusqu'à la moitié des années 20, qui est parvenue à résister tant bien que mal jusqu'à la fin de cette décennie, mais qui s'est effondrée définitivement en tant que force directrice au début des années 30. L'essor, le maintien, l'affaiblissement et la destruction du bolchevisme ont été simultanés à cette évolution objective, exposée dans les grandes lignes.

153. En Chine, la classe des travailleurs a été exterminée en tant que force consciente et révolutionnaire dans les massacres atroces de 1925-1927, ne restant à peine plus qu'un amalgame de salariés formant une très faible «classe en elle-même» mais surtout une «classe pour elle-même». Cette différence par rapport à l'URSS fait que la paysannerie chinoise n'ait pas pu résister autant que le prolétariat soviétique au presque immédiat processus de bureaucratisation du PCCH. Les premières mesures socio-économiques chinoises en 1949 n'avaient rien de radicales, mais un ensemble de facteurs de facteurs internes et externes exigèrent sa progressive nationalisation sous le strict contrôle du parti bureaucraté qui freina toute auto-organisation des masses.

154. A la moitié de cette décennie, l'affrontement entre la fraction qui dirigeait l'économie nationalisée et celle qui voulait avancer dans la privatisation de secteurs entiers était indéniable. Pareille chose était arrivée en URSS après la mort de Staline et l'arrivée au pouvoir de Krouchtchev, tendance avortée par la fraction de Brechnev. En Chine Populaire, la fraction dirigée par Mao lança en 1966 la «révolution culturelle» afin de mettre en échec la fraction «réformiste» de Liu. Bien que Mao l'emporta, la «révolution culturelle» fût un désastre économique, avec pour paradoxe le fait de renforcer la fraction privatisatrice du PCCH qui reprit le contrôle interne avant même la mort de Mao en 1975.

155. Le corps de Mao était encore chaud quand la fraction privatisatrice prit officiellement le pouvoir dans le parti, commençant une lente mais imparable marche vers le «socialisme à la chinoise». Les années 80 à peine commencées, le PCCH adopta des décisions qui, ensuite, seront copiées partiellement par l'URSS de Gorbatchev, mais sans ouvertures sur de timides libertés de la presse que le dernier permit. Trois raisons, parmi d'autres, expliquent pourquoi le PCCH a résisté et non le PCUS : l'économie chinoise n'était pas aussi affaiblie que l'économie russe ; le PCCH parvint à intégrer progressivement les capitaux extérieurs (presque tous d'origine chinoise au début) ; la Chine disposait d'une solidité nationale beaucoup plus compacte que celle dont disposait l'URSS à la fin des années 80.

156. Ces trois facteurs, parmi d'autres (comme le fait d'avoir moins de dépenses militaires), expliquent que la transition au «socialisme de marché» se soit convertie – apparemment sans grandes tensions sociales – en une espèce de «capitalisme du PCCH» qui redécouvre le confucianisme, dans lequel le parti remplit le rôle joué par les dynasties dans l'économie tributaire – et non féodale – chinoise. Ce rôle semblable, et non pas identique, n'est que transitoire parce que, tôt ou tard, la croissante bourgeoisie chinoise exigera non seulement d'être présente dans le PCCH mais, surtout, de prendre directement le pouvoir politique de classe, sachant qu'un tiers seulement de l'économie reste aux mains de l'État et que ce tiers est le plus obsolète.

157. Toutefois, aujourd'hui, la lutte des classes est indéniable en Chine, malgré les efforts titanesques réalisés pour la nier, par la censure de la presse et par un système conceptuel chinois. Une lutte des classes des paysans contre la privatisation des terres au profit d'entreprises bourgeoises, une lutte des classes des ouvriers contre la nouvelle



bourgeoisie chinoise, contre les multinationales capitalistes et contre la bureaucratie de l'État et du PCCH.

158. Les étroites relations quotidiennes entre la nouvelle bourgeoisie, la bureaucratie du parti et les multinationales, ce processus de fusion est à la base de la croissance d'un secteur relativement appréciable et toujours plus riche. Selon des données officielles chinoises, les 20% les plus riches de la population contrôlent et consomment 47,5% des recettes nationales. Bien que l'on ne soit pas encore parvenu à une haute concentration et centralisation de la propriété privée typique de l'impérialisme, on avance dans cette direction. Pendant ce temps, il n'existe ni sécurité sociale publique, ni système public des pensions et retraites au niveau national ou étatique, mais simplement au niveau régional, en fonction des pouvoirs locaux.

159. Pire encore, à exception de la répression mortelle de Tien An Men en 1989, le PCCH avait toujours évité de lancer la police contre la classe des travailleurs, recherchant d'autres mécanismes de solution. C'est, tout du moins, ce qui est dit. Mais en décembre 2005 est rendue officielle la mort de quatre paysans du Dongzhon entre les mains de la police, et alors que d'autres sources parlent de plus de 10 morts et d'entre 40 et 50 blessés. Peu de temps avant, deux autres travailleurs avaient été tués, 24 autres blessés et de nombreux interpellés au cours de la grève de l'aciérie de Chongquin.

160. La Chine est un pays encore majoritairement agraire, avec une classe paysanne dans un processus rapide de conscientisation. La loi de liquidation des communes populaires en 1992 a été un saut dans la privatisation de la terre, initiée avant et renforcée après, qui a surtout supposé (en plus de l'apparition du chômage pour 250 millions de paysans qui se rendent alors dans les villes) l'avancée de la lutte paysanne. Les chiffres officiels parlent, pour 1993, de 8.700 mobilisations de protestation paysannes. 10.000 en 1994 avec 730.000 participants ; 32.000 protestations en 1999 ; 50.000 en 2002 ; 58.000 en 2003, avec 3 millions de participants ; 74.000 en 2004 avec 3,8 millions de participants. Rappelons qu'il s'agit, ici, de chiffres officiels.

161. Bien que la raison de base des luttes soit la privatisation des terres communales, beaucoup de formes concrètes de l'expropriation accentuent les réponses paysannes parce qu'elle est effectuée au bénéfice de la nouvelle bourgeoisie et des multinationales étrangères, avec l'appui *in situ* de nouvelles mafias criminelles qui agissent en véritables polices privées, en plus de la répression étatique. La corruption croissante au sein du PCCH facilite et protège ces injustices qui ne sont qu'une expression de plus des décisions politique visant à promouvoir l'entrée de produits agricoles étrangers vendus dans les grandes chaînes multinationales et qui disposent des subventions de l'état à hauteur de 80%. Rien de surprenant, dès lors, que des entreprises comme McDonald's et d'autres aient subi des assauts de la part de paysans en fureur.

162. L'apparition d'un nouveau pouvoir de fait qui défend avec une grande impunité sa propriété croissante est contestée chaque fois plus par les masses paysannes. En décembre 2004, des dizaines de milliers de personnes se sont affrontées à la police à Guangdong, après qu'un paysan de 15 ans a été battu à mort par la police suite au vol d'une bicyclette. En juin 2005, 10.000 personnes lancèrent un assaut sur un supermarché de Chizou du fait que son propriétaire a renversé avec sa voiture un paysan qui se déplaçait à vélo. En octobre de la même année, des milliers de paysans de Chongqing brûlèrent des dizaines de voitures officielles et occupèrent un siège municipal après un incident entre un travailleur et un fonctionnaire.



163. La lutte des classes augmente dans les villes industrielles et dans les zones spécifiques. Officiellement, la police a admis qu'entre 1993 et 1999 les protestations urbaines sont passées de 8.700 à 32.000 ; plus récemment, elle disait qu'entre 1994 et 2004, elles étaient passées de 10.000 à 74.000. Selon d'autres sources policières, près de 900.000 personnes ont participé aux 9.000 protestations du seul printemps 2003. Étant donnée la grande population de la Chine, ces données officielles indiquent un pourcentage relativement faible mais, d'une part, tout indique que les chiffres réels sont plus importants et, d'autre part, qu'il s'agit d'une tendance à la hausse qui peut finir par déborder le système de contrôle social, de surveillance et de répression.

164. La répression augmente parce que le pouvoir de contrôle de la FNTC (le syndicat officiel qui compte 134 millions d'adhérents) diminue face au malaise social qui est déjà en train de s'auto-organiser en syndicats alternatifs. Selon des données provenant de ces collectifs, le Comité d'Arbitrage Professionnel a traité 23.000 protestations, conflits et grèves en 1995, 120.000 en 1999 et 200.000 en 2002. Ces chiffres peuvent paraître faibles par rapport au 1.300 millions d'habitants, mais ils augmentent à une vitesse croissante.

165. Les conditions brutales d'exploitation expliquent cette augmentation : dans certaines entreprises privées des zones spécifiques où les multinationales capitalistes ont tous les droits, arriver au travail avec une minute de retard est puni d'une amende de 2 euros soit, pratiquement, le salaire d'une pénible journée de travail durant laquelle sont imposées les heures supplémentaires pour un temps de travail quotidien de 15h et tout juste une journée de repos par mois.

166. Dans ces entreprises «libres » ainsi que dans d'autres, contrôlées par l'État, la discipline de travail est très dure, avec les meilleurs systèmes de contrôle à distance et sans, pratiquement, de droits syndicaux et, généralement, dans des conditions insalubres et sales. Et les salaires sont très faibles. Pareille exploitation, associée à des liens internes entre la nouvelle bourgeoisie, le parti et le marché capitaliste, expliquent que, par exemple, sur les 150 euros que coûte une paire de chaussures chinoise, 45 centimes seulement reviennent au travailleur de 14 ans qui les a fabriquées à Zhongshan.

167. Dans le PCCH existent des tendances de gauche qui agissent pour arrêter l'ascension de la nouvelle bourgeoisie, mais beaucoup d'entre elles ont été visées lors du 16è Congrès, lorsque 40% du Comité Central a été renouvelé. En cet automne 2002 a été renforcée l'ascension capitaliste, de grandes entreprises chinoises étant admises au sein du PCCH. Malgré cela, il existe un courant – la Nouvelle Gauche – qui propose d'augmenter les investissements sociaux, l'aide aux paysans, etc. ; il sait aussi qu'une grande partie des officiers de l'Armée Populaire est contraire aux réformes.

168. La dynamique capitaliste est particulièrement forte et accélérée dans les zones spécifiques où 140 millions de paysans sont surexploités. La crue émigrante a continué d'augmenter dans presque toutes les parties parce qu'il en manque de nombreux sur les 250 millions expulsés de leurs terres depuis 1992. Se forme ainsi un nouveau prolétariat qui, toujours plus uni aux masses déjà urbanisées, est depuis le début de l'année 2002 la force décisive dans la tendance à l'auto-organisation populaire.

169. Ce prolétariat, malgré sa désunion et son inexpérience, fait des pas dans la lutte des classes spontanées qui a déjà commencé à porter ses fruits dans des améliorations salariales et sociales dans les zones ouvertes à l'entrée capitaliste, comme Canton, où le salaire moyen est de 70 euros par mois, la journée de travail est de 10 à 14 heures sans



paiement des heures supplémentaires très fréquentes, dans des mauvaises conditions de travail, de santé, d'alimentation et de logement. La lutte ouvrière se voit facilitée par la pratique disparition du chômage et par l'excès de demande de main d'œuvre par une partie des entreprises.

170. Il arrive que les paysans des zones environnantes, qui commencent déjà à bénéficier des réformes introduites pour améliorer leur situation et qui commencent à s'informer sur les dures conditions de travail et la faiblesse des salaires arrivent en moins grande quantité qu'avant, alors qu'augmente la demande de produit aux usines. Très récemment, le PCCH a adopté des mesures pour améliorer la situation paysanne, ce qui aboutira à une diminution de l'émigration vers les villes et à une augmentation de la force de pression des travailleurs urbains.

171. Le PCCH, conscient de la gravité du problème, a aussi commencé, la même année, à essayer de paralyser et de contrôler cette dynamique mais, en de nombreux endroits, seules la répression ou les concessions peuvent la mettre en échec : entre autre, c'est le cas de l'importante et industrielle zone spécifique centralisée par la ville de Shenzhen. Une inquiétude angoissée du PCCH et, surtout, de la nouvelle bourgeoisie chinoise est que cette tendance à l'auto-organisation urbano-industrielle fusionne avec la tendance à l'auto-organisation paysanne et des petites villes qui vivent de l'agriculture.

172. La lutte des classes interne en ascension se met toujours plus en rapport avec la vague mondiale que nous analysons. L'utilisation d'internet par les gauches préoccupe toujours plus le PCCH qui réprime son usage démocratique, en même temps qu'il augmente le contrôle des TNC. Un des objectifs est d'empêcher le passage d'expériences organisatives et le débat théorico-politique vers d'autres forces révolutionnaires. Il faut partir de là pour comprendre pourquoi la police chinoise réprime avec une grande dureté les manifestations contre l'OMC à Hong Kong, interpellant quelques 1.300 personnes.

Annexe 8 : l'Orient

173. L'impact de la croissance chinoise est un des facteurs qui accentuent le caractère conflictuel social dans les zones proches comme Taiwan. Voyons l'expérience de la lutte des travailleurs taiwanais de la Chunghwa Telecom (quinzième entreprise mondiale des télécommunications), qui fait partie des combats ouvriers tenaces menés en Asie depuis la deuxième moitié des années 1990, comme celles des multinationales sud-coréennes de *Daewo*, *Hyundai* et autres. Les 35.000 travailleurs de la Chunghwa Telecom avaient un syndicat très actif et militant, CTWU, mais à la fin de l'année 1999, l'entreprise lança une attaque administrative et répressive contre lui, poursuivant ses membres combattifs, subordonnant les indécis et facilitant l'ascension syndicale de ses agents infiltrés.

174. En mars 2000, la direction antérieure du syndicat avait été expulsée et remplacée par une autre, proche de l'entreprise et qui, immédiatement, commença à justifier l'attaque patronale. Malgré cela, en août 2000, 10.000 travailleurs cessèrent le travail pendant une journée et le syndicat sorti en défense de l'entreprise. Le jour suivant, il affirma avoir négocié avec le patronat et commença à prendre ses distances avec la lutte, jusqu'à la trahir. Au bout d'une année, en paiement des services rendus, le gouvernement néo-libéral taiwanais nomma assesseur politique le directeur du syndicat qui avait étouffé la grève de la Chunghwa Telecom.



175. En Australie aussi, les travailleurs se sont mobilisés contre l'offensive du gouvernement, des mobilisations qui firent un saut en novembre 2005 quand, après quelques semaines d'actions, ils réalisèrent un acte massif à Melbourne. Malgré la réussite de la mobilisation, le Conseil Australien des Syndicats affirma que des dizaines de milliers de travailleurs n'y avaient pas participé activement par peur des représailles patronales, facilités par les mesures antisyndicales décrétées par le gouvernement Howard et qui, entre autres choses, sont les responsables du recul des adhésions syndicales.

176. Il faut rappeler la lutte soutenue réalisée durant tout le processus par les travailleurs de la construction et par leur syndicat, le CENFU, le secteur de la classe des travailleurs le plus affecté par l'attaque bourgeoise. Jusque là, le CAS a résisté à toutes les corruptions et toutes les tentatives de rupture lancées par la bourgeoisie, mais le problème le plus sérieux pour la classe des travailleurs est l'offensive nationalo-bourgeoise et raciste mise en marche par l'État et d'autres sous-pouvoirs capitalistes.

177. Tout comme la lutte de la construction australienne est renforcée par un syndicalisme conséquent, il en est de même là où existent d'autres syndicats combattifs bien que non légaux. C'est le cas, parmi de nombreux autres, de la lutte des classes en Turquie où, dans de nombreuses zones géographiques et branches économiques, sont toujours interdits les syndicats indépendants, comme dans la nouvelle zone industrielle de Corlu, dans la Tarcia où, depuis le printemps 2005, est maintenu une forte lutte en revendication du droit de se syndiquer.

178. A Konya, il y a eu, à la fin du mois de juillet de la même année, un véritable soulèvement des travailleurs de l'entreprise d'aluminium *Seydisehir*, appuyés par les familles et voisins de la zone, pour empêcher l'entrée dans l'usine de nouveaux acheteurs qui voulaient délocaliser. Sans nous étendre, les travailleurs de *Telekon* se mobilisent en été 2005 pour empêcher la privatisation et les sous-contrats. En Turquie, le gros des syndicats n'a pas encore été corrompu par la bourgeoisie, et ce n'est pas un hasard si l'une des «recommandations» de l'Union européenne à la Turquie est celle de la «démocratie syndicale», c'est à dire d'intégrer le mouvement ouvrier à l'ordre établi.

179. C'est aussi le cas de la lutte des classes en Iran, sur laquelle nous n'avons que peu de données du fait de l'asphyxie informative et de la répression de toute lutte sociale qui déborde de l'idéologie du régime. L'entreprise des transports publics de Téhéran, *Vahed*, avec 17 000 travailleurs, a mené une héroïque lutte dans les pires conditions répressives, en comptant sur le soutien de secteurs étudiants. La lutte commença à se durcir en mai 2005, quand le Conseil Islamique du Travail interdit la création d'un syndicat libre défendant les droits professionnels et salariaux. Depuis la fin janvier 2006, un saut a été fait dans la répression et la radicalité.

Fait au Pays basque, le 28 mars 2006